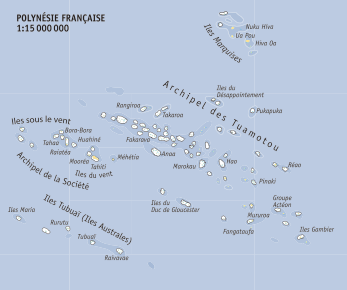


POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

Bulletin trimestriel

Conjoncture économique

N° 137 - Statistiques au 31/12/2008

*Synthèse
de la conjoncture en
Polynésie française*

Synthèse de la conjoncture

1 - Conjoncture internationale et nationale du 4^e trimestre 2008

Décrochage de l'activité dans un contexte de récession mondiale

Au cours du quatrième trimestre de l'année 2008, le ralentissement de l'activité économique s'est accentué dans l'ensemble des régions du monde. L'incidence négative de la crise financière sur l'économie réelle, prolongée par les ajustements à la baisse de la demande interne, a été amplifiée par une contraction du commerce international particulièrement significative en fin d'année. Le resserrement du crédit, initialement lié à un effet d'offre (crise de liquidités), a été renforcé par une contraction de la demande, compte tenu de la forte propension des agents économiques à diminuer leur dette plutôt qu'à investir (« deleveraging »).

Parallèlement, l'atténuation des tensions inflationnistes, observée depuis l'été 2008, s'est poursuivie sous l'effet de la baisse des cours des matières premières, en particulier du pétrole¹, mais également de l'atonie du marché du travail et de la faiblesse de la demande mondiale. Dans ce contexte, l'ensemble des Banques centrales ont procédé à de nouvelles baisses de leurs taux directeurs afin d'éviter que des taux réels positifs ne viennent dégrader plus encore la conjoncture.

Enfin, les politiques budgétaires ont également été mobilisées, avec l'adoption de mesures visant à contrecarrer les effets de la crise économique.

Après avoir affiché une certaine résistance en début d'année, les **Etats-Unis** ont enregistré une nouvelle contraction de leur PIB d'une ampleur plus importante qu'au troisième trimestre (-1% contre -0,1% en rythme trimestriel²). La poursuite du repli de la demande intérieure, qui a amputé la croissance trimestrielle de 1,3 point, n'a plus été compensée par les exportations nettes. Seules les variations de stocks ont limité le recul du PIB, en contribuant pour 0,3 point de pourcentage à la croissance économique. La reconstitution des stocks à ce moment du cycle laisse penser que les entreprises n'avaient alors pas prévu une telle baisse de la demande. S'agissant de la production,

le ralentissement initialement observé dans les secteurs immobilier et financier s'est diffusé à l'ensemble des secteurs. Le marché du travail a été particulièrement impacté avec un accroissement significatif du taux de chômage qui passe de 4,9% en début d'année à 7,2% à décembre. Par ailleurs, le déficit commercial américain s'est amélioré en raison de la chute de la consommation et du net recul des cours du pétrole. Mais la baisse de la demande étrangère et l'appréciation du dollar, quelque erratique qu'elle ait été, ont entraîné un recul marqué des exportations.

En ce qui concerne l'évolution des prix, sous l'effet du recul rapide des coûts de l'énergie, la hausse annuelle de l'IPC a ralenti pour s'établir seulement à 0,1% en décembre 2008, contre 3,8% en moyenne sur l'année. La Réserve Fédérale a abaissé son taux objectif à un niveau historiquement bas dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25%.

Au total, la croissance a été ramenée à 1,3% pour l'ensemble de 2008, après 2,0% en 2007.

Le **Japon**, dont l'économie est fortement dépendante de ses exportations, a été particulièrement affecté par la contraction de la demande extérieure. L'économie japonaise a ainsi connu un repli de 3,3% de son PIB au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent³, ce qui représente trois fois le chiffre enregistré aux Etats-Unis. La chute des exportations a été le principal facteur de ce recul, amputant le PIB de 3 points sur le trimestre. Le corollaire de cette contraction a été une chute très forte de la production industrielle. En outre, en dépit d'une évolution des prix particulièrement modérée⁴, la consommation privée s'est elle aussi contractée sous l'effet d'une détérioration du marché du travail. La Banque du Japon a ramené en décembre 2008 son taux objectif proche de zéro (0,1%), notamment pour contenir l'appréciation du yen. Enfin, deux plans de relance ont été lancés en fin d'année dans un contexte où les finances publiques japonaises connaissent un taux d'endettement particulièrement élevé (la dette publique représentait environ 1,8 fois le PIB en fin d'année).

Le **Royaume-Uni** entre en récession avec, pour le deuxième trimestre consécutif, une baisse du PIB (-1,5% après -0,6% au troisième trimestre), sous l'effet d'une contraction de la demande intérieure. La correction du secteur immobilier s'est poursuivie avec une baisse des prix des logements de 16,2 % en

¹ L'indice des prix agrégés des matières premières de l'OCDE a diminué d'environ 7% sur l'année 2008. Quant au pétrole, après avoir atteint le pic de 147 dollars le baril en juillet, les cours du Brent se sont effondrés, terminant l'année à 40,05 dollars sur le marché de Londres tandis que le WTI finissait à 38,75 dollars à New York, soit une chute vertigineuse de plus de 70 % de leur valeur.

² Les chiffres publiés par le Bureau of Economic Analysis sont exprimés en glissement annualisé, soit -3,8% au quatrième trimestre, contre -0,5% au troisième trimestre.

³ Soit une chute de 12,7% en rythme annuel et la plus mauvaise performance enregistrée depuis le premier choc pétrolier de 1974.

⁴ Hors produits alimentaires et énergie, la hausse annuelle de l'IPC est demeurée à 0,0% en décembre.

Synthèse de la conjoncture

glissement annuel en décembre¹. La Banque d'Angleterre a abaissé début janvier 2009 son taux directeur de 50 points de base à 1,5%.

La **zone euro** a enregistré un repli historique de son PIB de 1,5% au cours du quatrième trimestre (la plus forte baisse depuis la création de l'UEM), après deux trimestres successifs de contraction de 0,2%. Ce fort recul a été principalement lié au décrochage du PIB de la première puissance économique de la zone. L'Allemagne a en effet enregistré un repli de 2,1%² sous l'effet du net ralentissement de l'industrie manufacturière et des exportations. L'inflation a été contenue à des niveaux relativement bas (1,6% en décembre 2008, contre 3,1% un an auparavant) et le taux de chômage s'est légèrement dégradé (8% en décembre, contre 7,2% un an auparavant). Enfin, compte tenu de l'évolution des prix, la BCE a procédé à trois baisses successives de ses taux directeurs durant le dernier trimestre, ramenant le taux de refinancement à 2,5% en décembre.

Sur l'ensemble de l'année 2008, la croissance de la zone euro est restée cependant positive (à 0,7% contre 2,7% en 2007) grâce aux résultats satisfaisants du début d'année.

En **France**, le décrochage de l'activité s'est également produit au cours du quatrième trimestre 2008 (-1,2% en volume³), alors que l'activité économique avait relativement bien résisté au troisième trimestre (+0,1%). Cette forte baisse a été en grande partie le résultat d'un déstockage massif des entreprises (qui explique les trois-quarts de cette contraction), signe d'un certain attentisme face à une conjoncture incertaine, et d'une contribution négative du commerce extérieur. Par ailleurs, l'ensemble de l'activité industrielle, a connu une très forte correction avec un repli de 8,6%, et de 32,5% pour l'industrie automobile (en glissement trimestriel). Les dépenses de consommation des ménages ont bien résisté en cette fin d'année, avec une augmentation de 0,5%, soit la croissance trimestrielle la plus élevée de l'année 2008. Mais la dégradation du marché du travail, avec des destructions d'emplois de plus en plus importantes sur les trois derniers trimestres de 2008⁴, ne présage pas du

maintien du niveau de consommation des ménages. Par ailleurs, les indices des prix ont poursuivi leur diminution, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie, et le taux d'inflation sur un an en décembre s'est établi à 1%⁵ contre 2,8% en moyenne sur l'année.

Sur l'ensemble de l'année, le PIB en France a augmenté de 0,7%, en net ralentissement après +2,1% en 2007.

Enfin, **les économies émergentes** ont connu à leur tour un ralentissement de leur activité beaucoup plus marqué à la fin de l'année 2008, sans commune mesure toutefois avec l'ampleur du décrochage de l'activité observé dans les pays développés. L'activité a continué à ralentir sous l'effet du recul sévère de la demande extérieure, qui a affecté particulièrement les exportations et la production industrielle. En Chine, le PIB a progressé de seulement 1,65% au dernier trimestre (contre 2,17% au trimestre précédent⁶). Sur l'année 2008, la croissance chinoise a été de 9%, alors qu'elle était de 13% en 2007, son plus fort taux depuis 1993. La production industrielle a continué à diminuer en Amérique latine, sauf en Argentine. S'agissant de l'évolution des prix, on observe une persistance de tensions inflationnistes en Amérique latine, tandis que dans la plupart des pays émergents d'Asie, l'inflation est restée modérée.

2 - Conjoncture en Polynésie française du 4^e trimestre 2008

Les craintes formulées par les dirigeants d'entreprises au trimestre précédent semblent confirmées : d'après les réponses à l'enquête de conjoncture des derniers mois de 2008, ils déplorent un courant d'affaires atone⁷. Au quatrième trimestre 2008, l'opinion défavorable des chefs d'entreprises se cristallise autour de deux thèmes majeurs, le niveau élevé de leurs charges d'exploitation, en dépit d'une tendance à comprimer les effectifs, et leur situation de trésorerie, aggravée par les retards de paiement de la clientèle et la relative stagnation des prix de vente.

L'évolution de l'indicateur du climat des affaires (ICA) illustre cette morosité, qui s'est

¹ Indice Halifax.

² Soit la plus forte contraction enregistrée depuis la réunification en 1990. Alors que l'Allemagne avait particulièrement bien résisté aux effets de la crise en début d'année, affichant un taux croissance parmi les plus élevés des économies développées, elle est entrée en récession dès le second trimestre, avec trois trimestres consécutifs de repli de l'activité.

³ Soit la plus mauvaise performance enregistrée depuis le premier choc pétrolier de 1974 (-1,6% au quatrième trimestre).

⁴ Succédant à une hausse continue des créations d'emplois dans le secteur marchand depuis 2004, les trois derniers trimestres de l'année 2008 ont enregistré environ 163 000 pertes d'emplois

cumulées (27 000 au T2, puis 46 800 au T3, et 88 700 au T4).

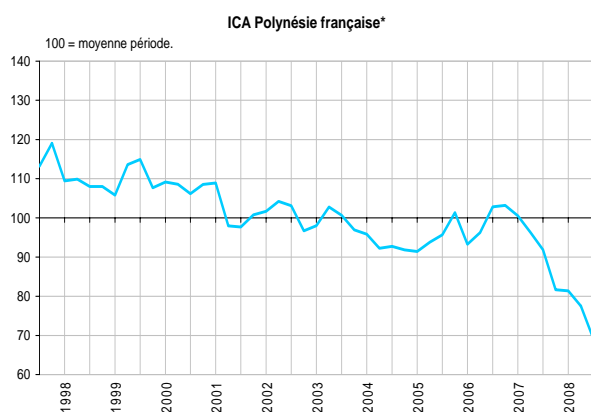
⁵ L'indicateur d'inflation sous-jacente a augmenté quant à lui de seulement 0,1%.

⁶ Les chiffres publiés par le Bureau national des statistiques sont exprimés en glissement annualisé, soit 6,8% au quatrième trimestre, contre 9% au troisième trimestre.

⁷ En outre, le chiffre d'affaires cumulé des sociétés déclaré pour la TVA pour les trois premiers trimestres cumulés de 2008 s'est inscrit en repli de plus de 1% par rapport à la même période en 2007.

Synthèse de la conjoncture

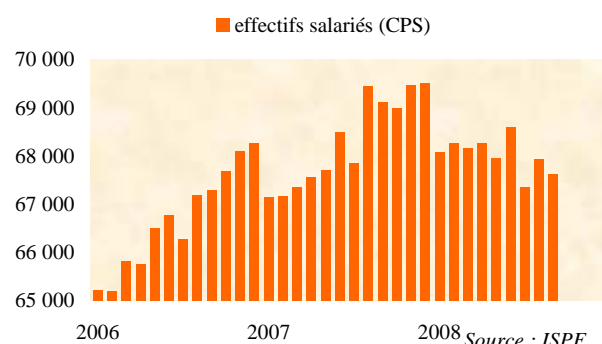
amplifiée au deuxième semestre après s'être stabilisée au deuxième trimestre.



Le **ralentissement** de l'activité n'a cependant pas affecté la consommation d'électricité moyenne tension qui a crû au quatrième trimestre de 1,3% en glissement annuel (56 310 Mwh au quatrième trimestre 2008 contre 55 562 un an auparavant), mais après un repli de 3,6% au troisième trimestre.

En revanche, l'évolution du marché de l'**emploi** semble corroborer les résultats de l'enquête trimestrielle. En effet, l'indice de l'emploi de l'ISPF pour le mois de décembre dernier affiche -2,1% en glissement annuel. De même, les statistiques les plus récentes de la CPS font état d'un recul de 2% du nombre de salariés déclarés entre septembre 2007 et septembre 2008¹.

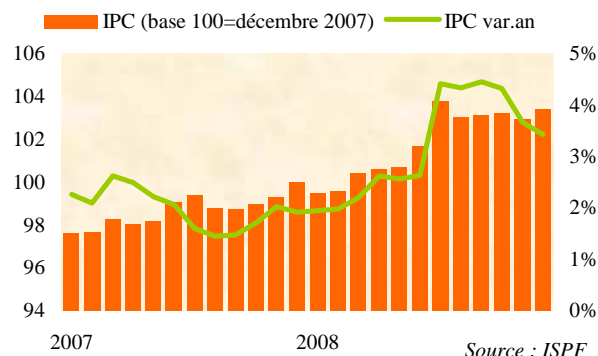
Evolution de l'emploi salarié



La progression de l'indice des prix à la consommation (IPC), quoique moins rapide (+3,4% en glissement annuel en décembre après +4,5% en septembre), en partie grâce à la détente des tarifs

pétroliers², dénote tout de même la persistance de l'**inflation**.

Evolution de l'IPC



Les signaux défavorables sur le niveau de l'emploi et des prix ont quelque peu tempéré le comportement des consommateurs. Reflet de la consommation polynésienne, le marché de l'automobile s'est effondré en 2008 : les immatriculations de véhicules neufs ont reculé de 27% en rythme annuel (1 660 au dernier trimestre contre 2 284 un an plus tôt) et les ventes de voitures d'occasion de 3% (3 909 contre 4 020). Sur les neuf premiers mois de l'année écoulée, le chiffre d'affaires du secteur du commerce n'a progressé que d'un peu moins de 3% en valeur absolue (+5% sur la même période en 2007). Quant aux importations de biens de consommation (hors alimentation), elles ont augmenté de 3% en valeur en l'espace d'un an (7,1 milliards de F CFP au quatrième trimestre 2008 contre 6,9 au quatrième trimestre 2007) et celles de biens alimentaires de 5% (8,7 milliards de F CFP contre 8,3), eu égard à l'inflation significative sur la période³.

Le rythme de progression en glissement annuel de l'encours des crédits à la **consommation des ménages** a ralenti : +5,5% (104,3 milliards de F CFP au quatrième trimestre 2008 contre 98,9 un an auparavant) contre plus de 8% les trois trimestres précédents. Il en est de même pour l'encours de leurs crédits à l'habitat, mais dans une moindre proportion, +6,2% en glissement annuel sur les trois derniers mois de l'année (152,4 milliards de F CFP en décembre 2008 contre 143,6 en décembre 2007), après +7 à +8% précédemment.

Les résultats de l'enquête de conjoncture traduisent un net recul de l'**investissement des**

¹ 67 642 en septembre 2008 contre 69 129 en septembre 2007, soit 1 477 emplois de moins.

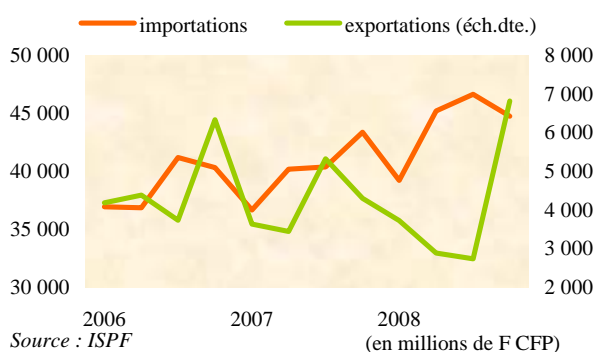
² Entre juillet et décembre 2008, les prix de l'essence sans plomb et du gasoil ont diminué de 16%.

³ En décembre, l'indice des prix de l'alimentation a progressé de 4,3% en glissement annuel.

Synthèse de la conjoncture

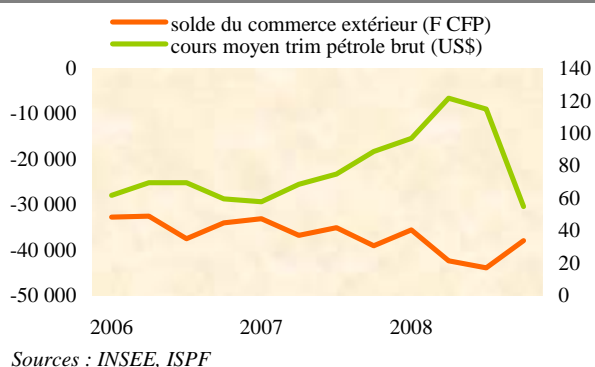
entreprises, ce que semble corroborer la quasi stagnation de l'encours des crédits d'investissement au dernier trimestre 2008 (59,2 milliards de F CFP contre 58,9 au quatrième trimestre 2007, soit +0,5% en glissement annuel). L'augmentation de 29% en rythme annuel des importations de biens d'équipement sur la période (8,9 milliards de F CFP contre 6,9) s'explique principalement par l'acquisition d'un avion au profit de Air Tahiti (1,5 milliard de F CFP).

Importations/ Exportations (valeur trim.)



Au quatrième trimestre 2008, l'amélioration du solde du **commerce extérieur**, -38 milliards de F CFP contre -39 en 2007, tient à la forte hausse des exportations (+1,3 milliard de F CFP) alors que, du côté des importations, la hausse de la facture énergétique sur la période (+1,4 milliard de F CFP) a été partiellement compensée par le repli de celles des biens intermédiaires.

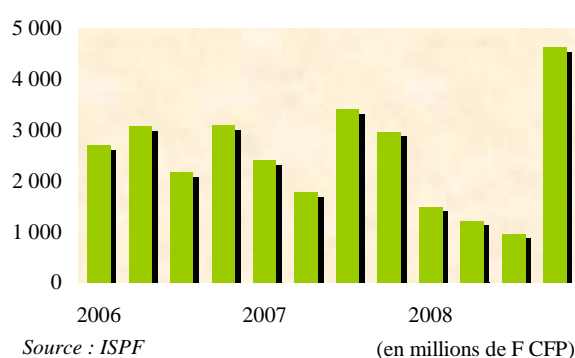
Solde du commerce extérieur (valeur trim.)



Dans le **secteur primaire**, la conjoncture apparaît plutôt contrastée. Si les soldes d'opinions s'avèrent globalement négatifs, de bons résultats sont relevés pour la perliculture : la décision gouvernementale de suspendre le DSPE (Droit

spécifique sur les perles à l'exportation)¹ au quatrième trimestre 2008 a fortement dynamisé les exportations de perles brutes qui ont quintuplé par rapport au trimestre précédent (4,7 milliards de F CFP contre 1 milliard). Cette mesure a eu pour effet de réintégrer dans le circuit légal une partie de la production passant par des circuits informels et de stimuler l'écoulement d'une partie des stocks constitués depuis plusieurs mois dans l'attente de la remontée des cours.

Exportations trimestrielles de perles brutes



L'agriculture affiche un résultat positif en matière de production de coprah, avec une récolte annuelle en hausse de 15% par rapport à l'année précédente (10 428 tonnes en 2008 contre 9 047). Ce regain d'intérêt pour la coprahculture a résulté de la nécessité, pour les actifs des Tuamotu, de trouver un revenu de substitution à la perte de recettes sur la perliculture².

En revanche, le secteur de la pêche est resté déprimé, avec un volume d'exportation divisé par trois en l'espace d'un an (122 tonnes au quatrième trimestre 2008 contre 347 un an auparavant).

Les dirigeants de l'**industrie**, pour leur part, déplorent la faiblesse de leur courant d'affaires qui les a incités à contenir leurs charges d'exploitation, notamment en réduisant leurs effectifs. Les secteurs tournés vers l'extérieur ont vu leurs exportations s'amenuiser : -28% en glissement annuel pour les biens alimentaires (1 979 tonnes au quatrième trimestre 2008 contre 2 765 l'année précédente) et -16% pour le monoï (78 tonnes contre 93).

Les responsables du **BTP** font état d'un volume d'affaires en net retrait, ce qui les a incités à réduire

¹ Fixé à 200 F CFP le gramme, le DSPE représentait un tiers de la recette par perle au troisième trimestre 2008 puisque le prix moyen de la perle brute à l'exportation s'établissait à 1 113 F CFP le gramme.

² Aux Tuamotu, la production de coprah est passée de 5 535 tonnes en 2007 à 6 831 en 2008, soit +23% en rythme annuel.

Synthèse de la conjoncture

leurs effectifs afin d'alléger leurs charges d'exploitation. En témoigne le recul de l'indice de l'emploi de décembre de 8,2% en glissement annuel. Leur situation de trésorerie est restée préoccupante en raison de la persistance des retards de paiement de leurs clients. Enfin, ils jugent le niveau de leurs stocks de matières premières bien supérieur à leurs besoins. De fait, les importations de ciment se sont contractées de 36% (30 559 tonnes sur les trois derniers mois de 2008 contre 47 425 un an plus tôt) et celles de bois transformé de 41% (6 120 tonnes contre 10 372).

Les dépenses publiques, qui sont un moteur essentiel du BTP, sont orientées à la baisse au dernier trimestre 2008 : -45% en glissement annuel pour les dépenses liquidées par l'Aviation civile (0,6 milliard de F CFP en 2008 contre 1,1), -21% pour celles de l'Équipement (3,7 milliards de F CFP contre 4,7)¹ et -4% pour celles de l'enseignement (87 millions de F CFP contre 91). En outre, la demande privée a ralenti : la production de prêts au logement s'est établie à 3,7 milliards de F CFP sur la période contre 4,5 milliards de F CFP au quatrième trimestre 2007, soit -19% en glissement annuel.

Dans le **commerce**, d'après les résultats de l'enquête du quatrième trimestre, la morosité de l'activité a incité les chefs d'entreprises à privilégier la mise en chômage partiel, voire les licenciements ou le non renouvellement des contrats à durée déterminée. En effet, l'indice de l'emploi pour le commerce s'est inscrit en retrait de 2,2% en glissement annuel en décembre. Les chefs d'entreprise ont par ailleurs estimé que leur situation de trésorerie avait pâti de leur stratégie de modération des prix de vente. Enfin, leurs stocks de produits ont continué à s'accumuler, eu égard à l'essoufflement de la consommation des ménages.

Très dépendante de la conjoncture mondiale, l'**hôtellerie** a souffert d'une baisse de son activité et a procédé à des compressions de personnel comme le laisse supposer la tendance de l'indice de l'emploi de décembre (-6,2% en glissement annuel). Par ailleurs, la trésorerie des établissements, sous l'effet des réductions tarifaires, n'a pu connaître d'amélioration. Enfin, les hôteliers sont unanimes pour déplorer un déclin de leur taux moyen d'occupation, corroboré par celui de l'hôtellerie internationale qui est passé à 40,7% en décembre 2008 contre 47 en décembre 2007 (52,4% en décembre 2006).

Avec seulement 46 101 visiteurs au quatrième trimestre 2008 contre 54 310 en 2007, soit -15% en glissement annuel, la fréquentation touristique a enregistré sa plus faible performance trimestrielle de

l'année². Les principaux marchés émetteurs sont en net repli : Américains (-47%), Européens (-5%), Japonais (-29%) et région Pacifique (-11%). En outre, le marché de la croisière a légèrement fléchi (-2%).

Avec un volume d'affaires en deçà des prévisions et des carnets de commande toujours peu garnis, les dirigeants des **services marchands** ont privilégié les restrictions de personnel, déplorant par ailleurs une situation de trésorerie fragilisée par les retards de règlement de leur clientèle.

Les entreprises qui ont répondu à l'enquête de conjoncture du quatrième trimestre 2008 n'ont pas formé d'anticipations plus optimistes pour le début 2009. Pronostiquant une nouvelle détérioration de la conjoncture, ils se sont montrés plutôt pessimistes en matière d'emploi. Ils redoutent en outre une aggravation de leur situation de trésorerie sous le double effet de l'abaissement de leurs prix de vente et des délais de paiement de la clientèle toujours aussi longs. L'encours des créances douteuses brutes (entreprises et particuliers confondus) a progressé de 27% en rythme annuel (31,1 milliards de F CFP en décembre 2008 contre 24,4 un an plus tôt) et leur ratio par rapport à l'encours total des crédits bancaires est passé à 6,8% contre 5,7% précédemment.

Mais l'année 2009 s'ouvre sur une note d'espoir pour la perliculture car le rassemblement récent d'une vaste majorité des professionnels, producteurs ou négociants, au sein du groupement Tahiti Pearl Consortium pourrait contribuer à la structuration de la filière nécessaire à l'assainissement du marché de la perle noire.

Par ailleurs, la mise en œuvre du contrat de projet (2008-2012) qui prévoit 5,2 milliards de F CFP d'investissements afin de répondre aux besoins en logements, en matière de santé ou en équipements structurants (assainissement des eaux usées, déchets, adduction d'eau potable, traitement des déchets...) est de nature à favoriser la reprise.

Enfin, la LODEOM³ offre également des opportunités supplémentaires de relance pour l'économie polynésienne.

¹ Entre en ligne de compte la fin du chantier de l'hôpital de Taaone.

² -9% au premier trimestre 2008, -7% au deuxième et -8% au troisième.

³ Le projet de Loi pour le développement économique de l'outremer (LODEOM), qui doit être prochainement votée au Parlement, prévoit une enveloppe de 10 milliards d'euros à étaler sur une durée de 5 ans. Ses axes majeurs sont l'emploi et la construction de logements.

Annexes statistiques

Note méthodologique

L'IEOM utilise pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel :

- des données **économiques quantitatives** issues de sources administratives (ISPF, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) ;
- des **données monétaires** issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEOM ;
- les **résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEOM** réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", "stabilité" ou "dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en termes d'emploi.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Indicateur de climat des affaires (ICA)

Dans le cadre de l'amélioration de l'information conjoncturelle diffusée sur les économies d'outre-mer, l'IEDOM et l'IEOM ont élaboré un indicateur synthétique du climat des affaires, suivant la méthodologie appliquée par la Banque de France pour l'analyse de la conjoncture en métropole, mais en l'étendant à l'ensemble des grands secteurs d'activité. Cet indicateur est établi à partir des résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture au moyen d'une analyse en composantes principales, afin de résumer le maximum de l'information contenue dans chacune des questions de l'enquête de conjoncture. Il est centré sur sa moyenne de longue période (normé à 100, avec un écart-type de 10), afin de faciliter sa lecture. L'indicateur de climat des affaires s'interprète de la manière suivante : plus il est élevé, plus les chefs d'entreprise évaluent favorablement la conjoncture. Un niveau supérieur à 100 signifie que l'opinion des dirigeants d'entreprises interrogés sur la conjoncture est supérieure à la moyenne sur longue période.

1. Vue d'ensemble

<i>1.1 Les entreprises</i>	12
1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises	12
1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois	13
1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité.....	14
<i>1.2 Les ménages</i>	16
1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages	16
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages.....	16
1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages.....	16
<i>1.3 Les indicateurs macroéconomiques</i>	
1.3.1 L'emploi	18
1.3.2 Les prix	18
1.3.3 Les salaires.....	19
1.3.4 Le commerce extérieur	19
1.3.5 L'énergie	20

2. Analyse sectorielle

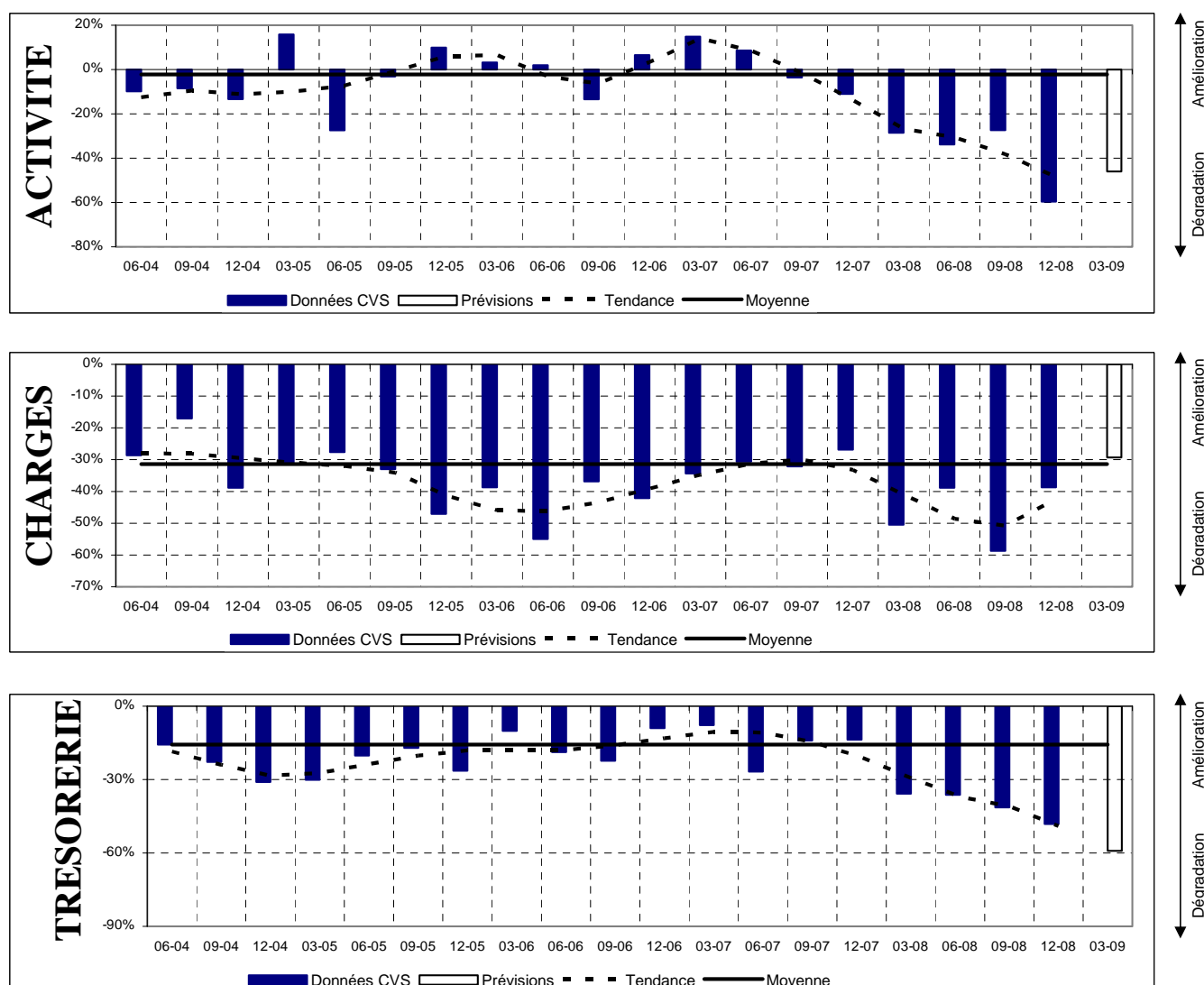
<i>2.1 Secteur primaire</i>	22
<i>2.2 Industrie agroalimentaire</i>	24
<i>2.3 Autres industries</i>	26
<i>2.4 Bâtiment et travaux publics</i>	28
<i>2.5 Commerce</i>	30
<i>2.6 Hôtellerie – Tourisme</i>	34
<i>2.7 Services marchands</i>	36

1. Vue d'ensemble

1.1 Les entreprises

1.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises

Enquête d'opinions des dirigeants d'entreprise au 31 décembre 2008¹
Soldes d'opinions² CVS avec un taux de représentativité de l'enquête de 19 %³

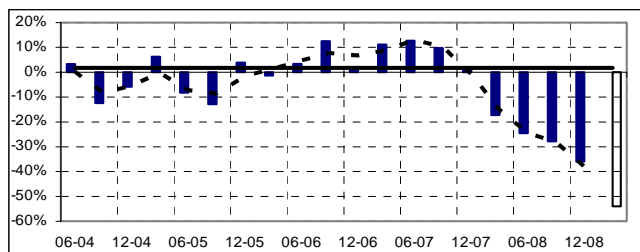


¹ L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon de 263 entreprises dont 137 ayant répondu.

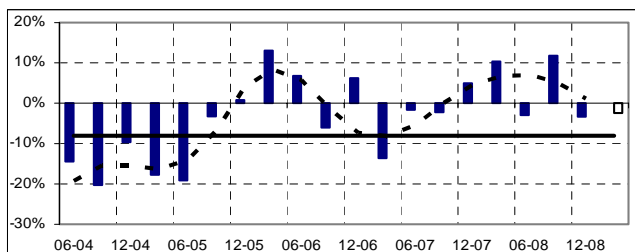
² La courbe des réalisations retranscrit les soldes d'opinion relatifs au trimestre écoulé, corrigés des variations saisonnières. La courbe des prévisions a été établie à partir des opinions des chefs d'entreprises pour le trimestre à venir, corrigés des variations saisonnières.

³ Taux de représentativité de l'enquête = effectifs des entreprises ayant répondu à l'enquête / effectifs totaux déclarés à la CPS au 31 décembre 2007.

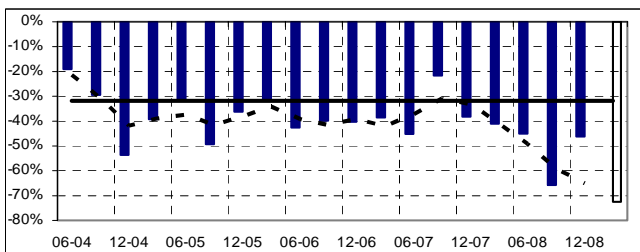
Effectifs



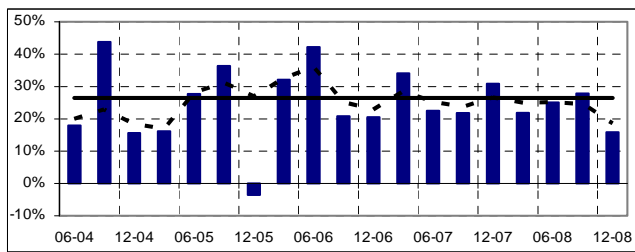
Prix



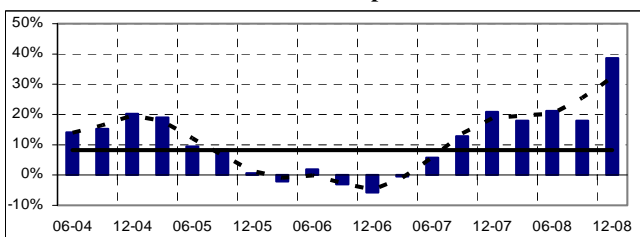
Délais de paiement



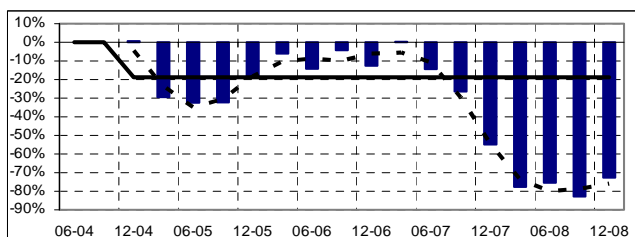
Stocks de produits finis



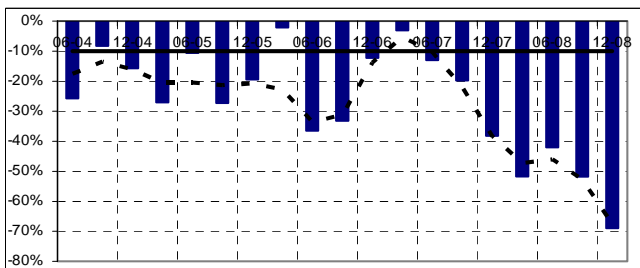
Stocks de matières premières



Carnet de commande



PREVISION D'INVESTISSEMENT



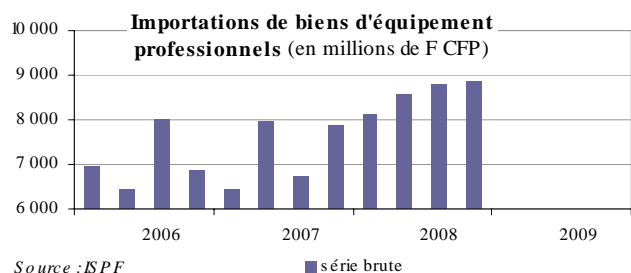
SITUATION DES STOCKS

Par rapport à la normale

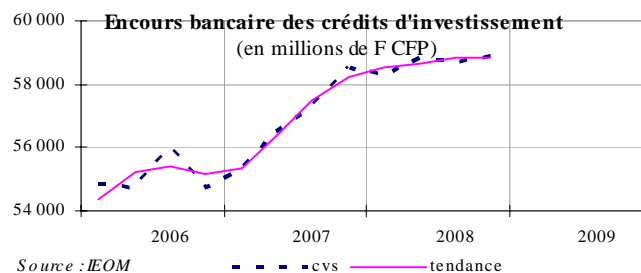
Produits finis	Matières premières
Supérieur	Supérieur
↘	↗

1.1.2 L'investissement des entreprises sur les 12 prochains mois

Les biens d'équipement professionnels



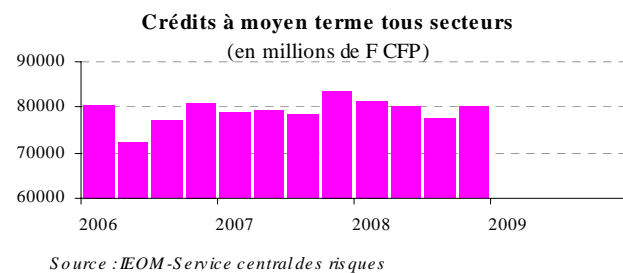
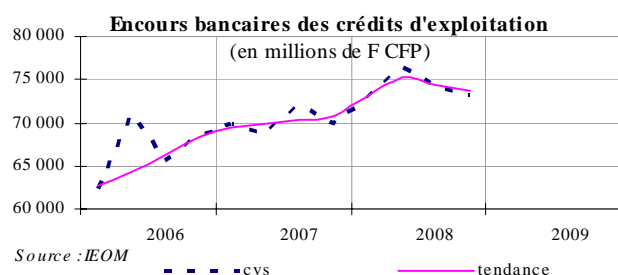
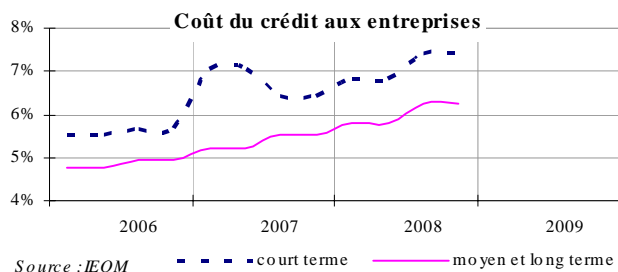
Le financement des investissements



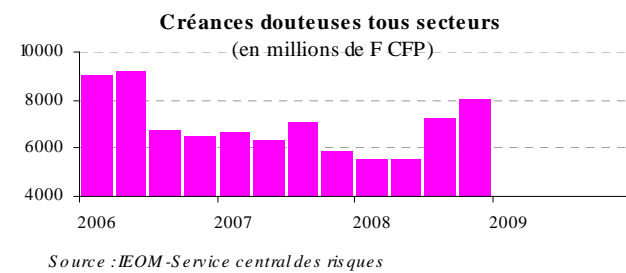
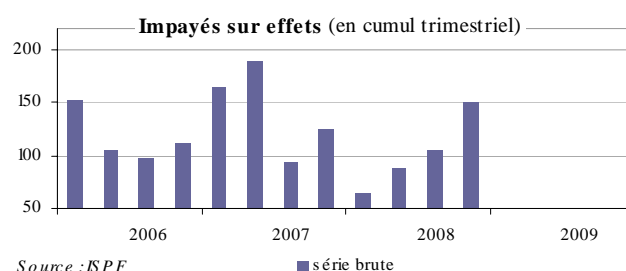
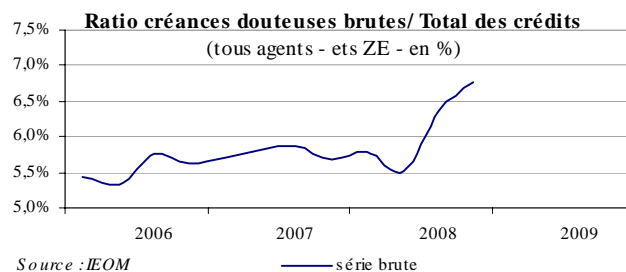
1.1 Les entreprises

1.1.3 Les conditions de financement et les indicateurs de vulnérabilité

Les conditions de financement

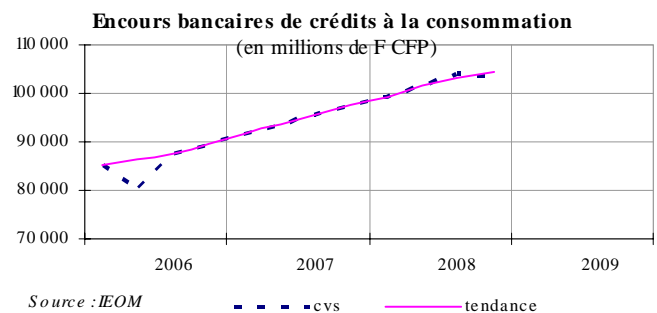
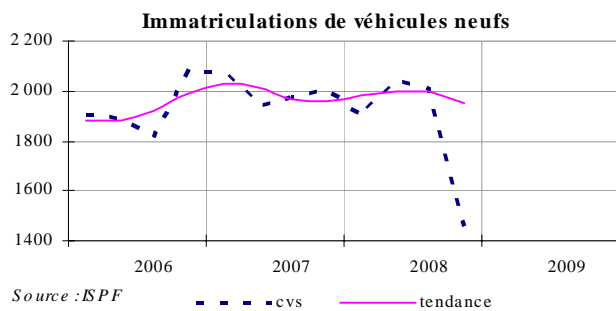
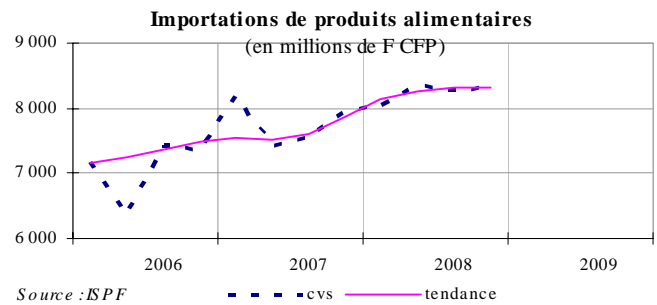
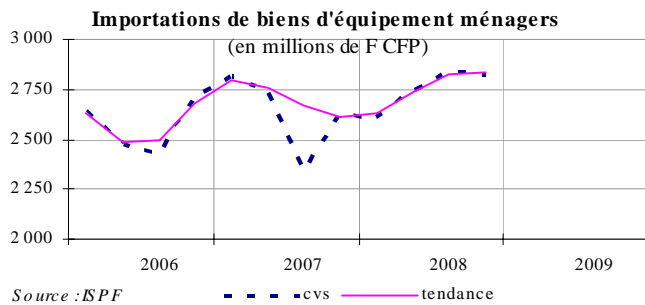


Les indicateurs de vulnérabilité

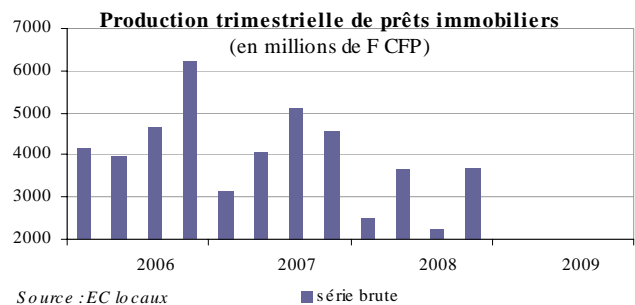
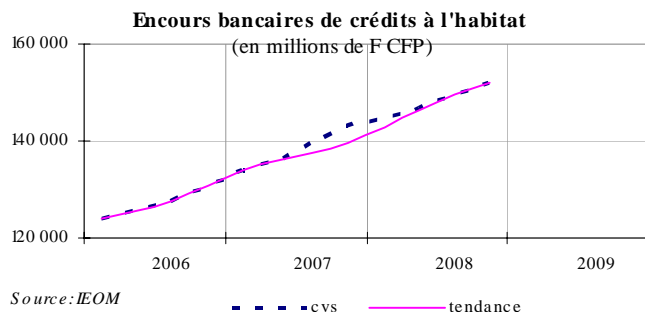


1.2 Les ménages

1.2.1 L'évolution de la consommation des ménages

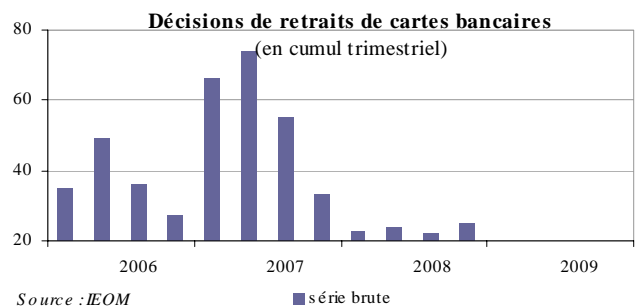
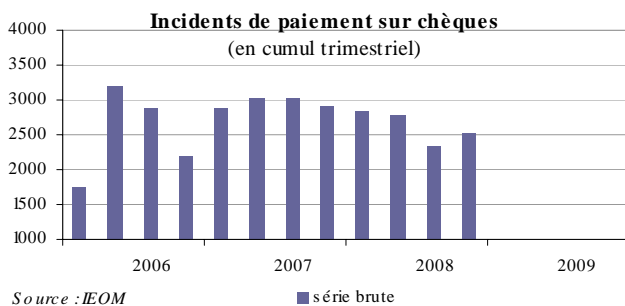


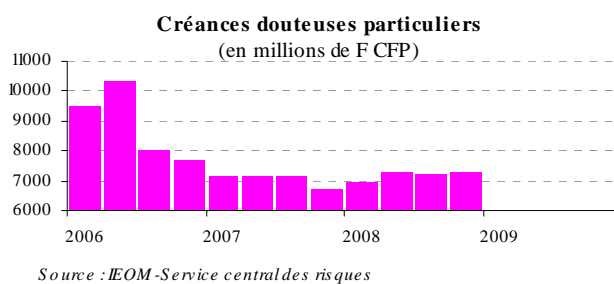
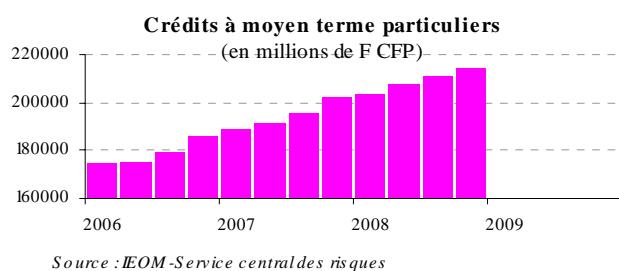
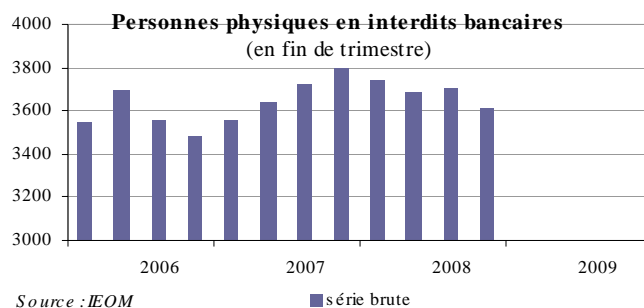
1.2.2 L'investissement immobilier des ménages



1.2.3 La vulnérabilité de la trésorerie des ménages

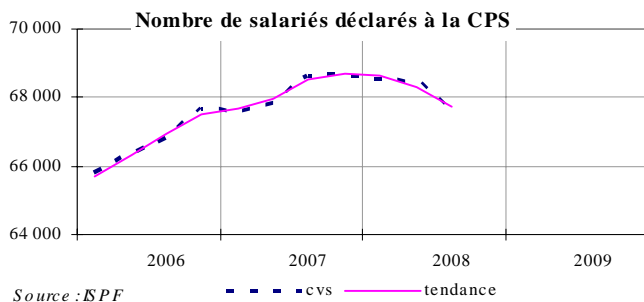
Les indicateurs de vulnérabilité liés à l'utilisation des moyens de paiement



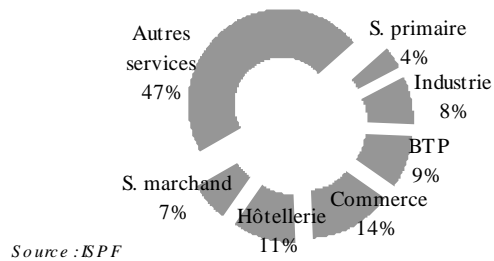


1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.1 L'emploi



Répartition au 30 septembre 2008

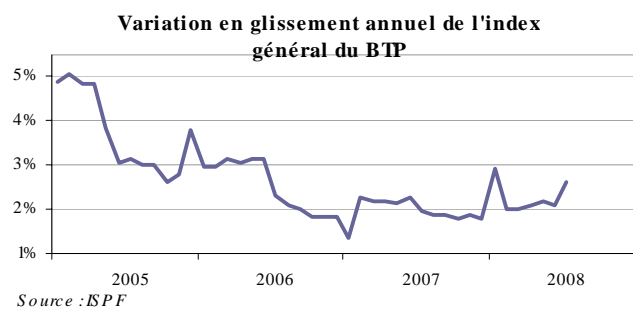
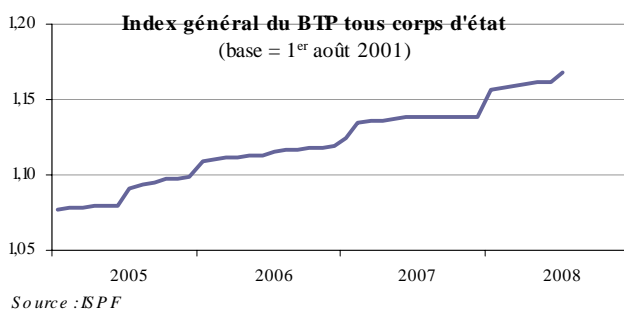
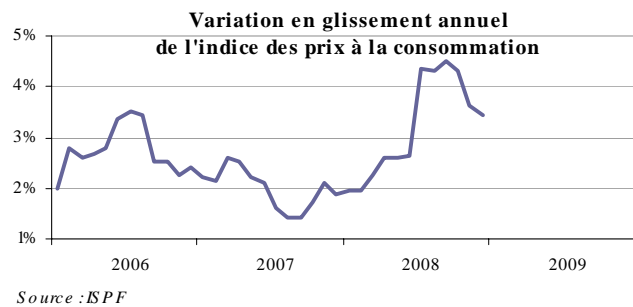
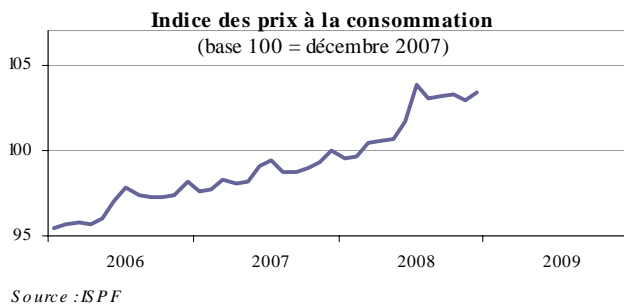


EMPLOI (Source : CPS)

Nombre de salariés déclarés à la CPS (fin de trimestre)

	T3 07	T2 08	T3 08	Δ trim.	Δ en glisst annuel
	69 129	68 598	67 642	-1,4%	-2,2%

1.3.2 Les prix



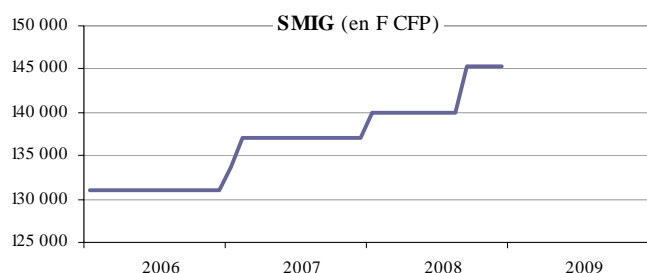
PRIX (Source : ISPF)

Indice des prix à la consommation (base 100 : décembre 2007)

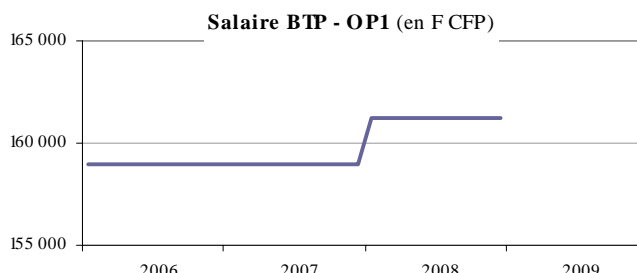
	juin-07	déc-07	mars-08	déc-08	Δ trim.	Δ en glisst annuel
	99,1	100,0	100,4	103,4	3,0%	3,4%

1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.3 Les salaires



Source : Inspection du travail

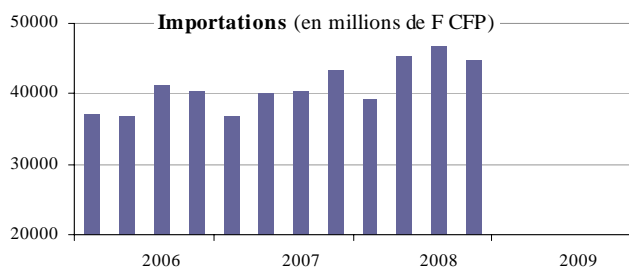


Source : Inspection du travail

SALAIRES MENSUELS BRUTS

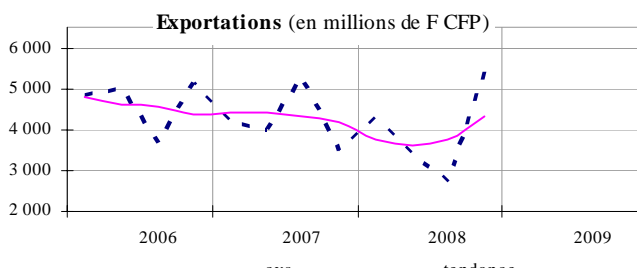
	déc-06	déc-07	déc-08	Δ en glisist annuel	
				2008/2007	2007/2006
Salaire minimum interprofessionnel garanti	131 000	137 000	145 306	6,1%	4,6%
Salaires de l'industrie - employé 1er échelon	131 000	137 000	145 306	6,1%	4,6%
Salaires du BTP - OP 1	158 957	158 957	161 182	1,4%	0,0%
Salaires du commerce - employé 1ère catégorie	131 000	137 000	145 306	6,1%	4,6%
Salaires de l'hôtellerie - employé 1ère catégorie	131 000	137 000	145 306	6,1%	4,6%
Salaires des banques et sociétés financières - employé 1ère catégorie	131 000	137 000	145 306	6,1%	4,6%

1.3.4 Le commerce extérieur



Source : ISPF

■ série brute



Source : ISPF

■ cvs

— tendance

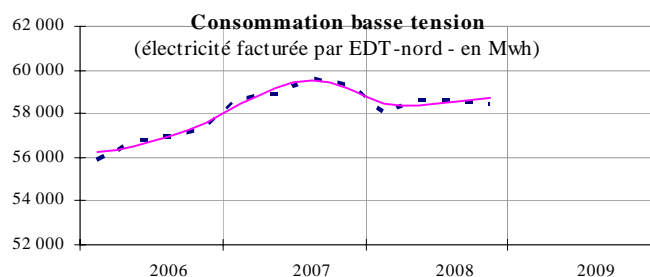
COMMERCE EXTERIEUR

(Source : ISPF)

	T4 07	T3 08	T4 08	Cumul 2008	Δ trim.	Δ en glisist annuel
Imports						
En valeur (en millions de F CFP)	43 368	46 655	44 761	175 870	-4,1%	3,2%
En volume (en tonnes)	249 788	238 145	200 847	658 555	-15,7%	-19,6%
Exports						
En valeur (en millions de F CFP)	4 304	2 745	6 823	16 190	148,6%	58,5%
En volume (en tonnes)	5 485	4 975	3 997	17 668	-19,7%	-27,1%
Taux de couverture	9,9%	5,9%	15,2%	9,2%	-	-

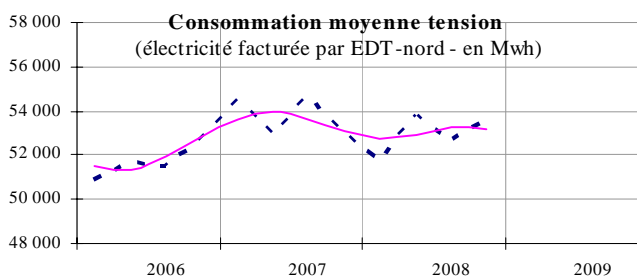
1.3 Les indicateurs macroéconomiques

1.3.5 L'énergie



Source :SPF

■ ■ ■ cvs — tendance



Source :SPF

■ ■ ■ cvs — tendance

ENERGIE (Source : EDT-Nord)	T4 07	T3 08	T4 08	Cumul 2008	Δ trim.	Δ en glisst annuel
Electricité produite (en MWh)	137 799	128 010	137 775	541 198	7,6%	0,0%
Electricité consommée (en MWh)	114 550	105 251	114 411	445 616	8,7%	-0,1%
Basse tension	58 988	55 946	58 101	233 728	3,9%	-1,5%
Moyenne tension	55 562	49 305	56 310	211 888	14,2%	1,3%

2. Analyse sectorielle

2.1 Agriculture, pêche et perliculture

2.2 Industrie agroalimentaire

2.3 Autres industries

2.4 Bâtiment et travaux publics

2.5 Commerce

2.6 Hôtellerie – Tourisme

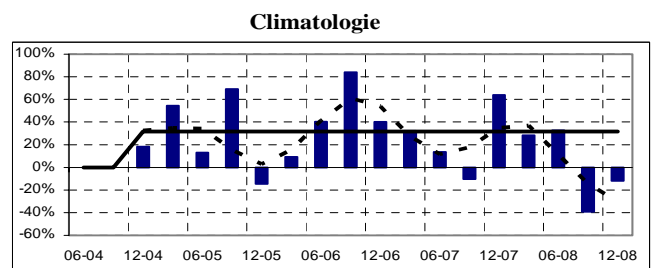
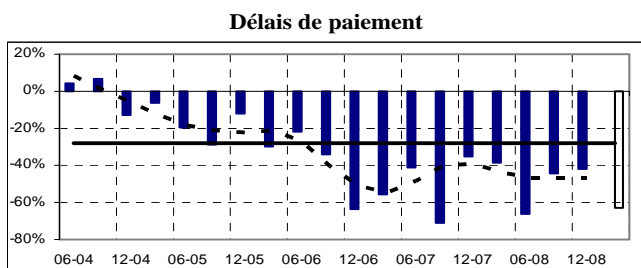
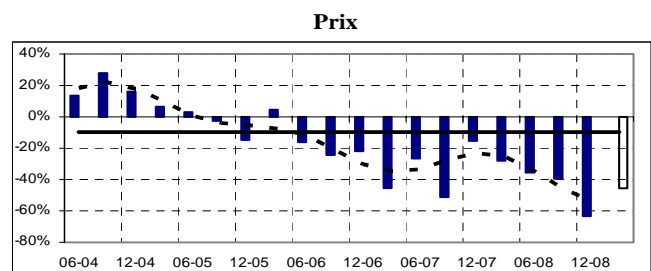
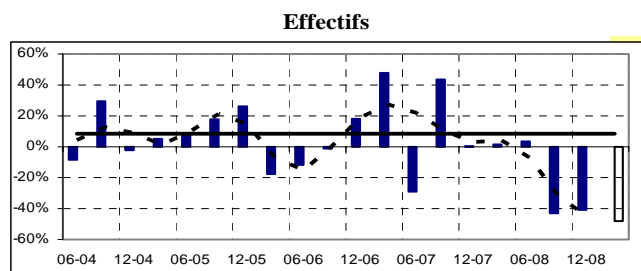
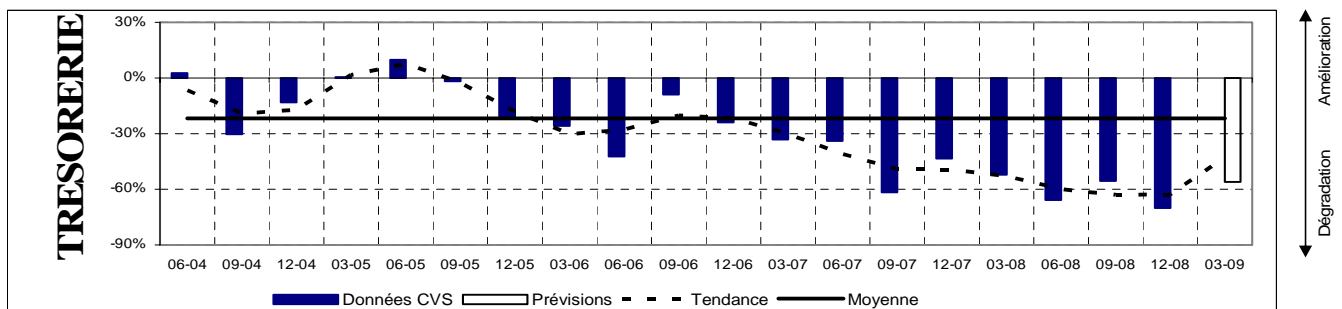
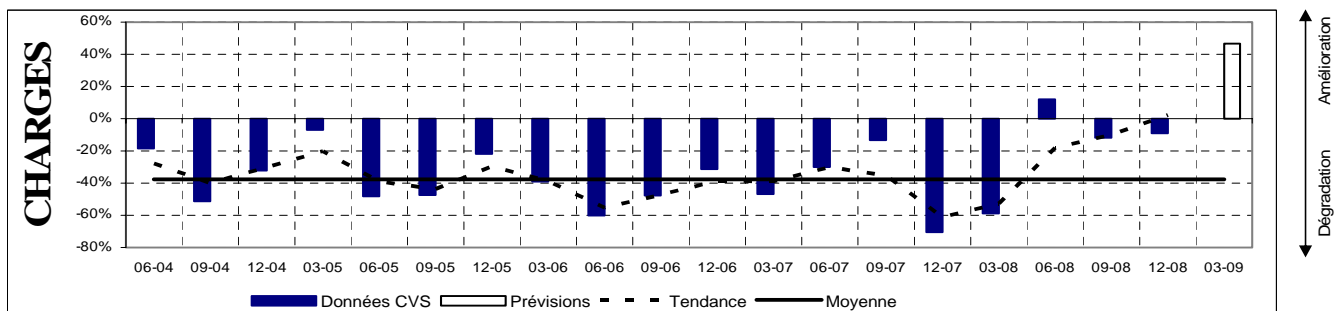
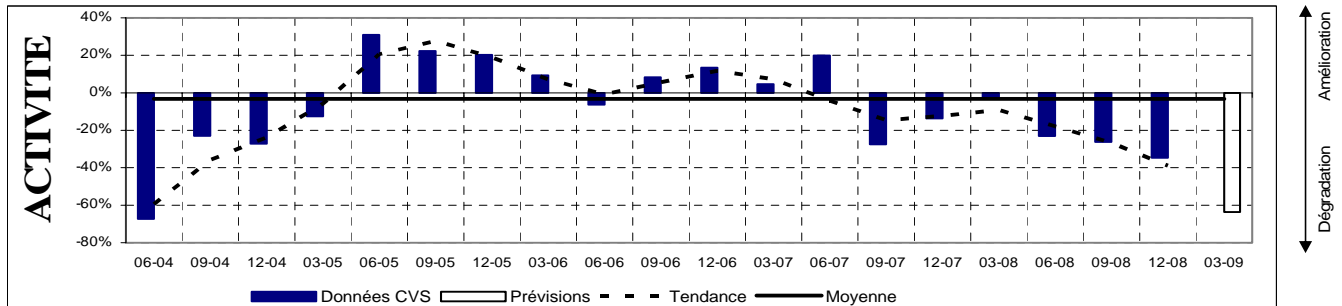
2.7 Services marchands

2. Analyse sectorielle

2.1 Secteur primaire

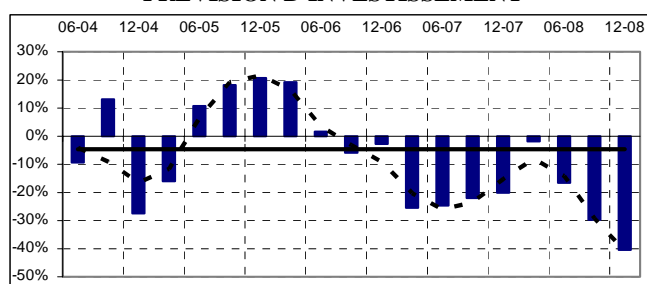
2.1.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « secteur primaire ¹ »

Soldes d'opinion au 31 décembre 2008 – CVS



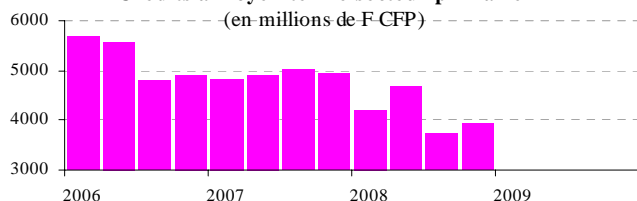
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 29 entreprises du secteur primaire dont 11 ayant répondu.

PREVISION D'INVESTISSEMENT



Crédits à moyen terme secteur primaire

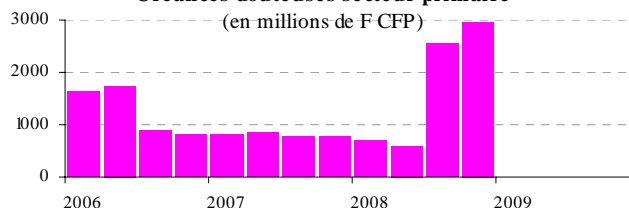
(en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

Créances douteuses secteur primaire

(en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

PRODUCTION en tonnes

(Source : Caisse de soutien des prix)

	T4 07	T3 08	T4 08	△ trimestrielle	△ en glisist annuel
Coprah	2 381	2 919	3 159	8,2%	32,7%

EXPORTATIONS en tonnes

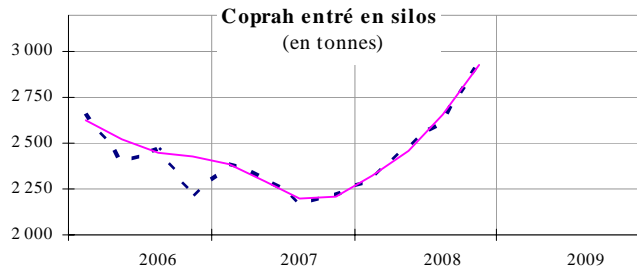
(Source : ISPF)

	T4 07	T3 08	T4 08	△ trimestrielle	△ en glisist annuel
Vanille	3,5	2,3	3,7	61,7%	6,3%
Perles	2,23	0,87	6,31	628,9%	182,8%
Poissons et crustacés	347	161	122	-24,0%	-64,9%

2.1.2 Agriculture

Coprah entré en silos

(en tonnes)

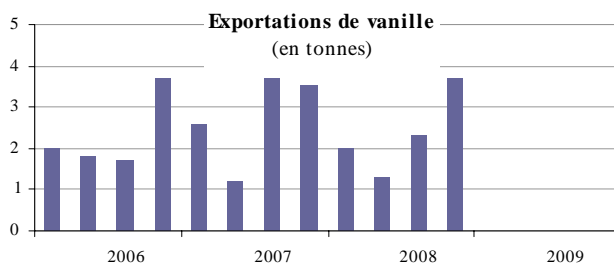


Source : ISPF

--- cvs — tendance

Exportations de vanille

(en tonnes)



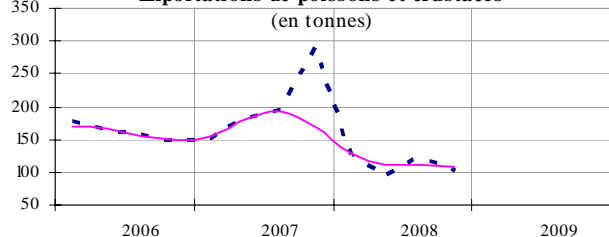
Source : ISPF

■ série brute

2.1.3 Pêche et perliculture

Exportations de poissons et crustacés

(en tonnes)

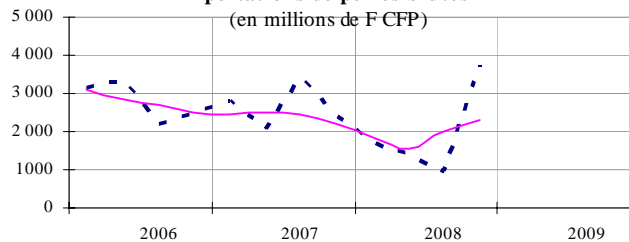


Source : ISPF

--- cvs — tendance

Exportations de perles brutes

(en millions de F CFP)



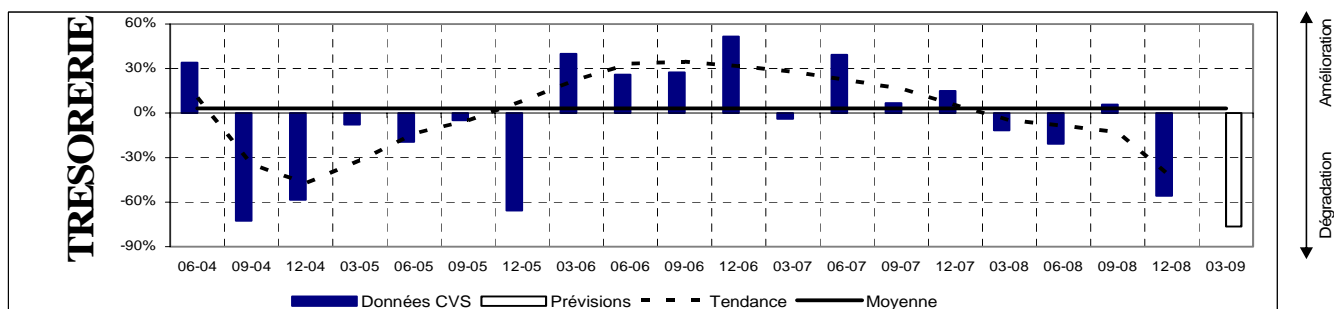
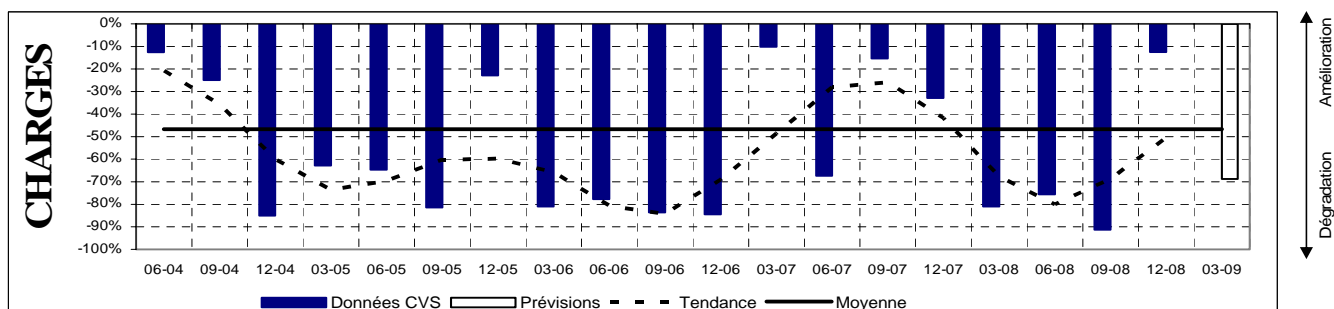
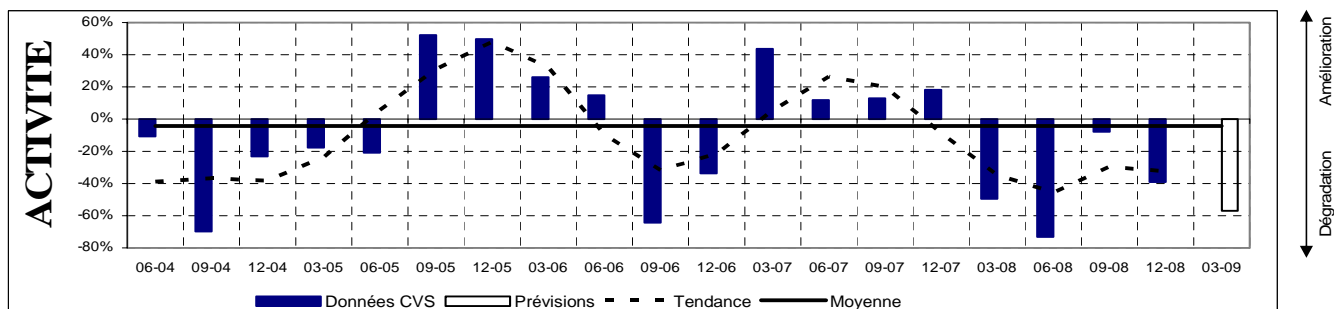
Source : ISPF

--- cvs — tendance

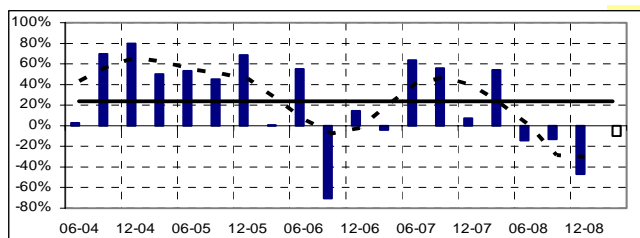
2.2 Industrie agroalimentaire

2.2.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises de l' « industrie agroalimentaire ¹ »

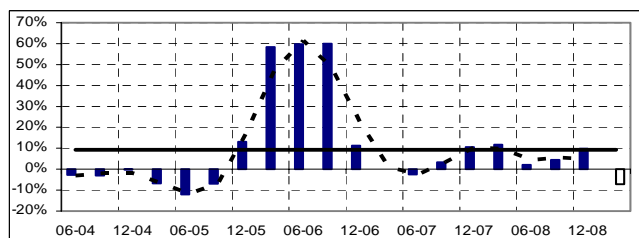
Soldes d'opinion au 31 décembre 2008 – CVS



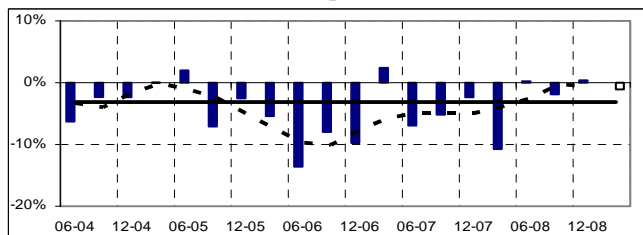
Effectifs



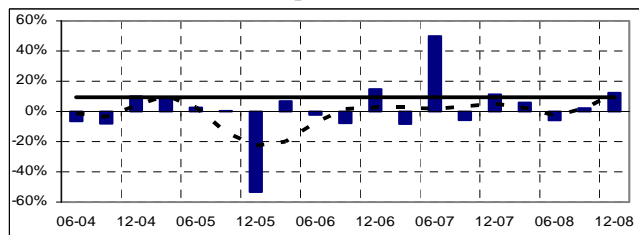
Prix



Délais de paiement



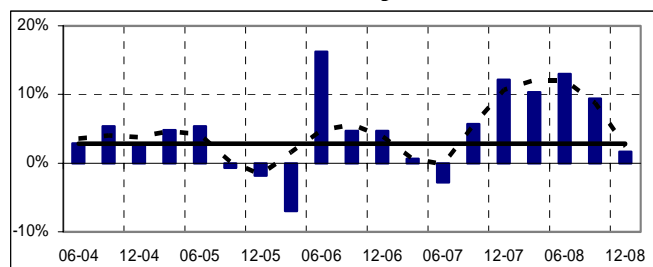
Stocks de produits finis



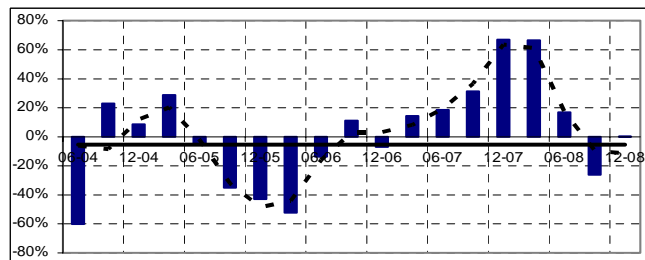
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 17 entreprises du secteur agroalimentaire dont 10 ayant répondu.

2.2 Industrie agroalimentaire

Stocks de matières premières



PREVISION D'INVESTISSEMENT

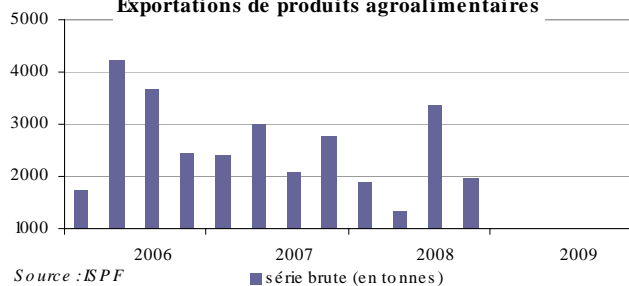


EXPORTATIONS en tonnes

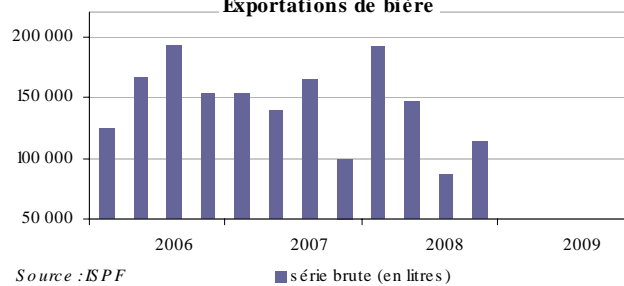
(Source : ISPF)

	T4 07	T3 08	T4 08	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Produits alimentaires	2 765	3 382	1 979	-41,5%	-28,4%
Nono (purée et jus)	533	473	384	-18,8%	-27,9%

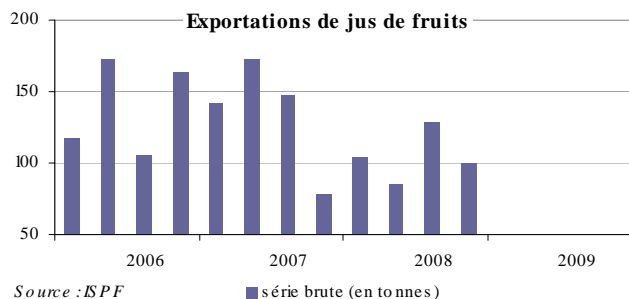
Exportations de produits agroalimentaires



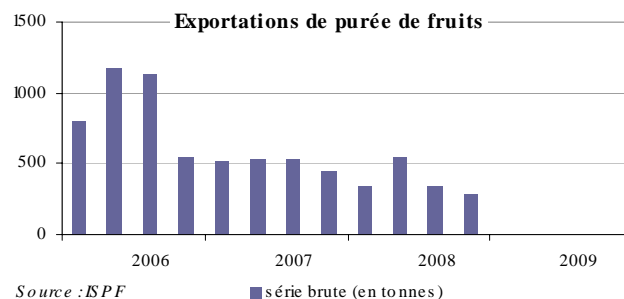
Exportations de bière



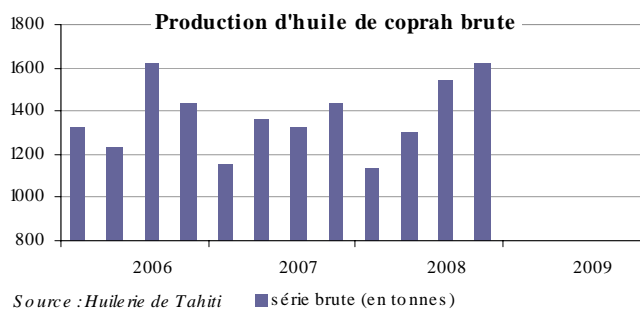
Exportations de jus de fruits



Exportations de purée de fruits



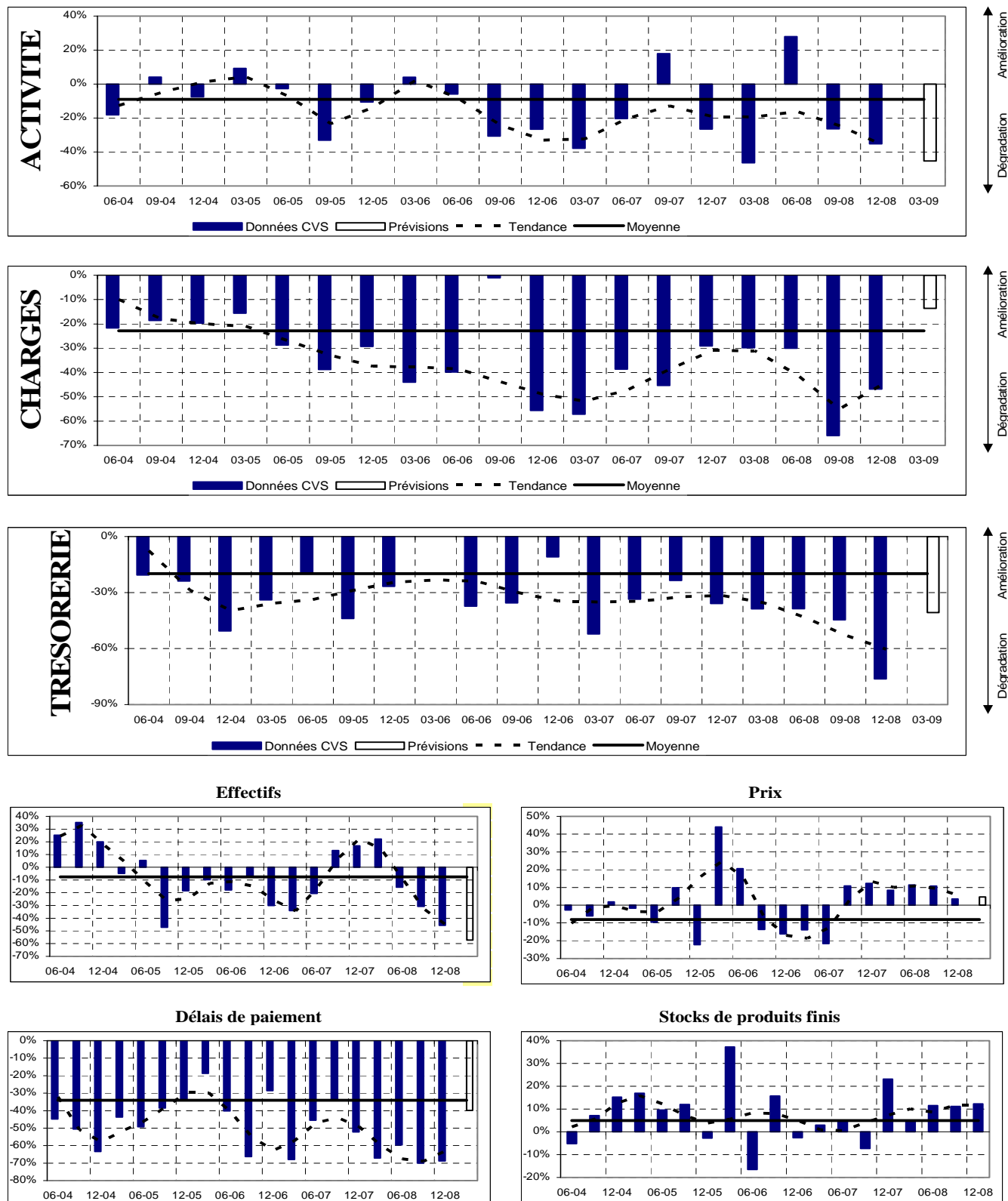
Production d'huile de coprah brute



2.3 Autres industries

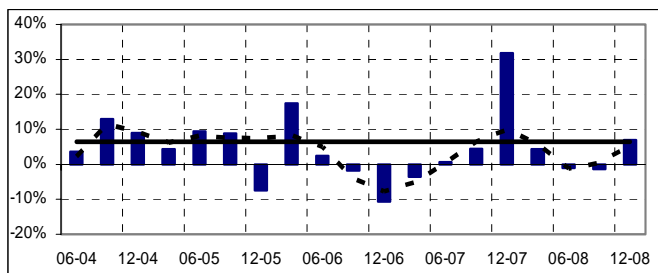
2.3.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises des « autres industries ¹ »

Soldes d'opinion au 31 décembre 2008 – CVS

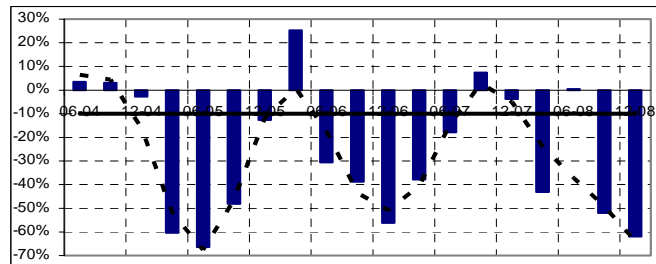


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 30 entreprises de l'industrie hors agroalimentaire dont 20 ayant répondu.

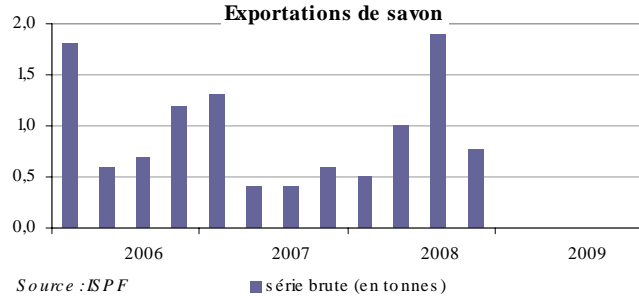
Stocks de matières premières



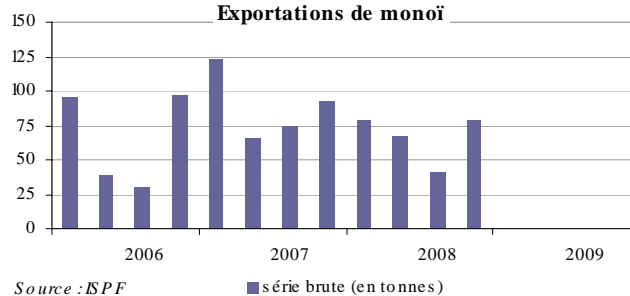
PREVISION D'INVESTISSEMENT



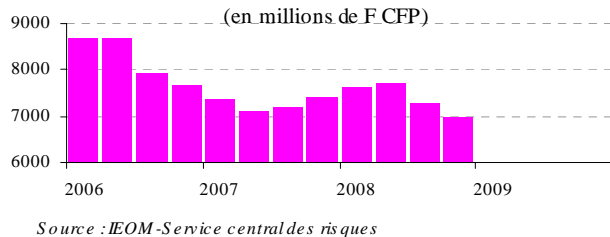
Exportations de savon



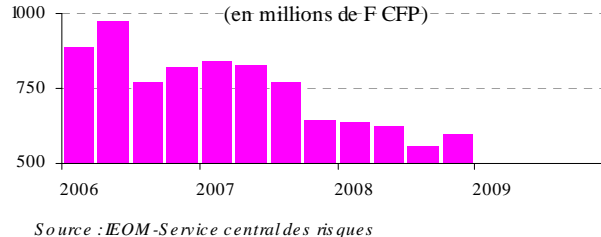
Exportations de monoi



Crédits à moyen terme industrie (en millions de F CFP)



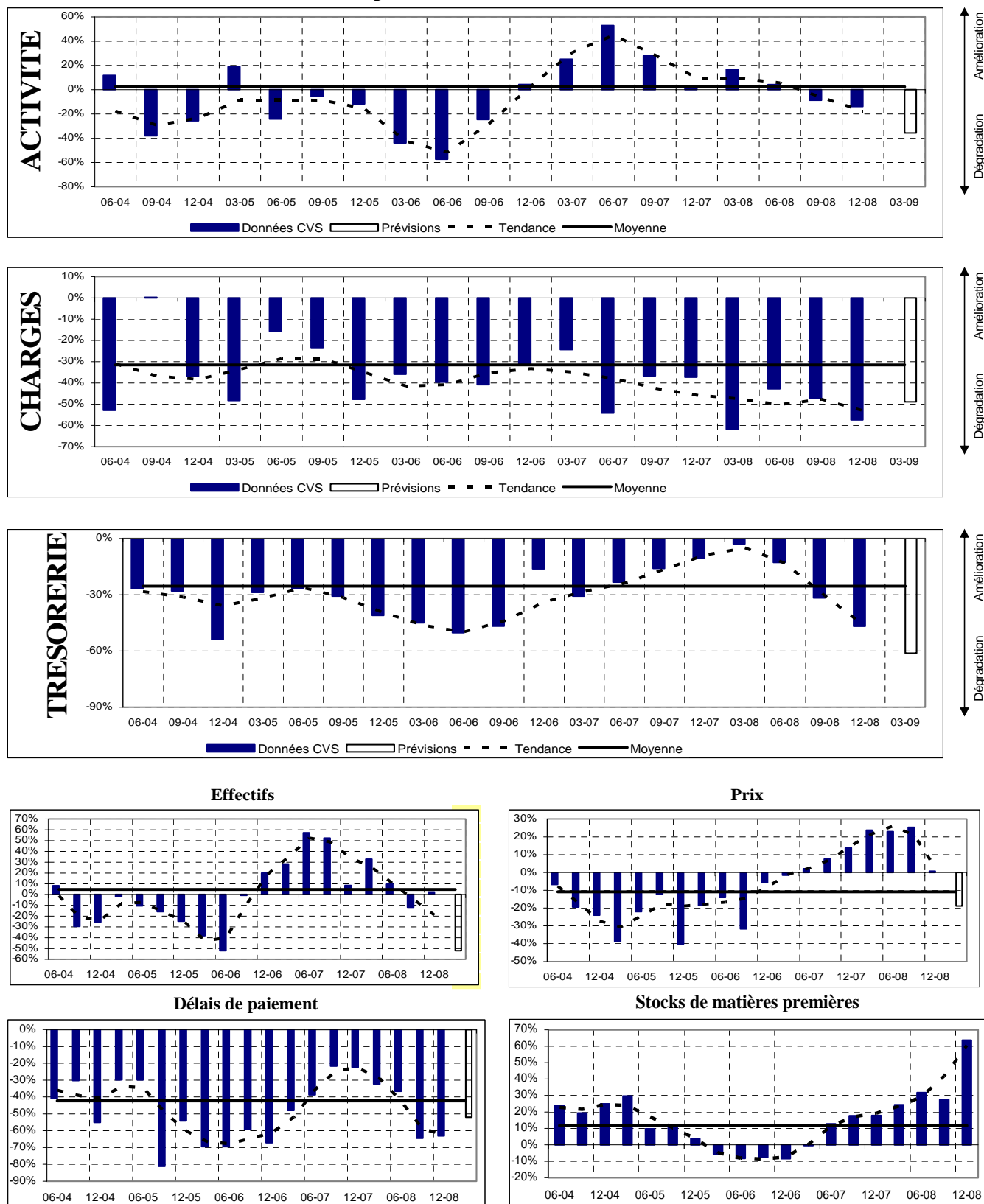
Créances douteuses industrie (en millions de F CFP)



2.4 Bâtiment et travaux publics

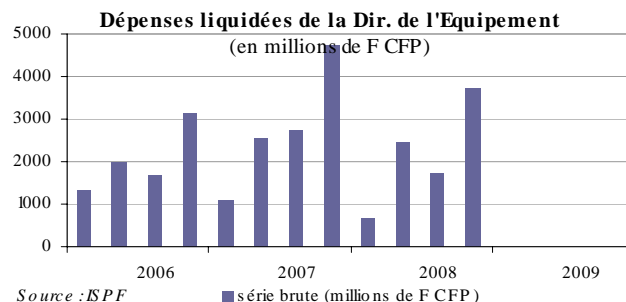
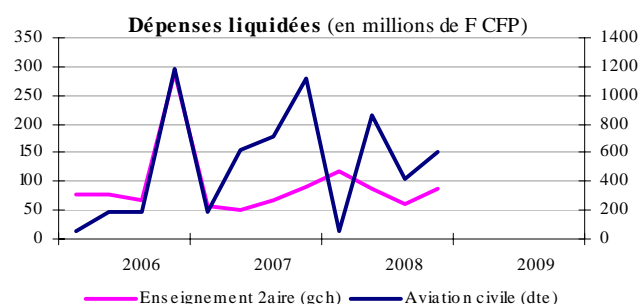
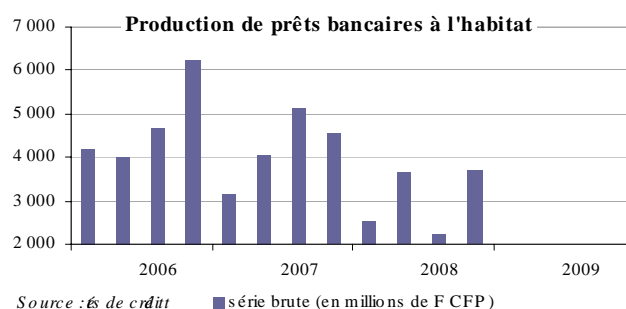
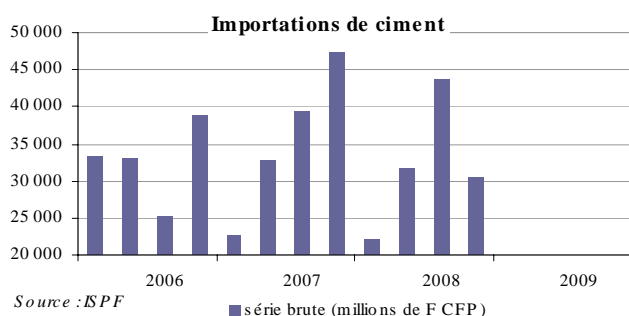
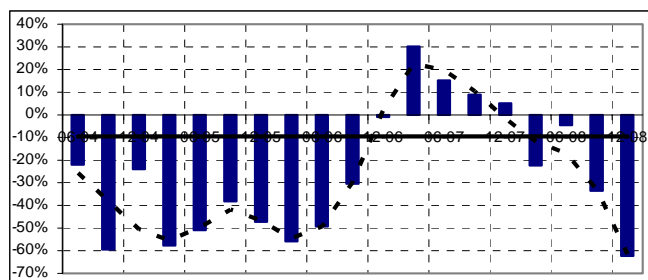
2.4.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « bâtiment et travaux publics ¹ »

Soldes d'opinion au 31 décembre 2008 – CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 36 entreprises du secteur du BTP dont 15 ayant répondu.

PREVISION D'INVESTISSEMENT



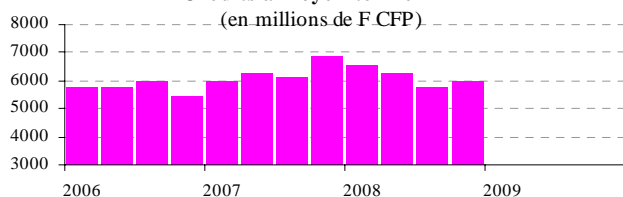
IMPORTATIONS en tonnes (Source : ISPF)

	T4 07	T3 08	T4 08	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Ciment	47 425	43 721	30 559	-30,1%	-35,6%

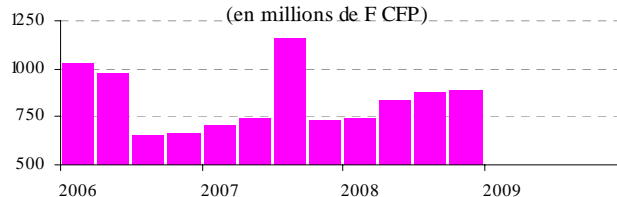
DEPENSES PUBLIQUES en millions de F CFP

	T4 07	T3 08	T4 08	△ trimestrielle	△ en glisst annuel
Dépenses de la Direction de l'équipement	4 746	1 743	3 731	114,1%	-21,4%
Dépenses de l'enseignement	91	62	87	41,0%	-4,3%
Dépenses du Service de l'aviation civile	1 115	417	610	46,3%	-45,3%

Crédits à moyen terme BTP (en millions de F CFP)



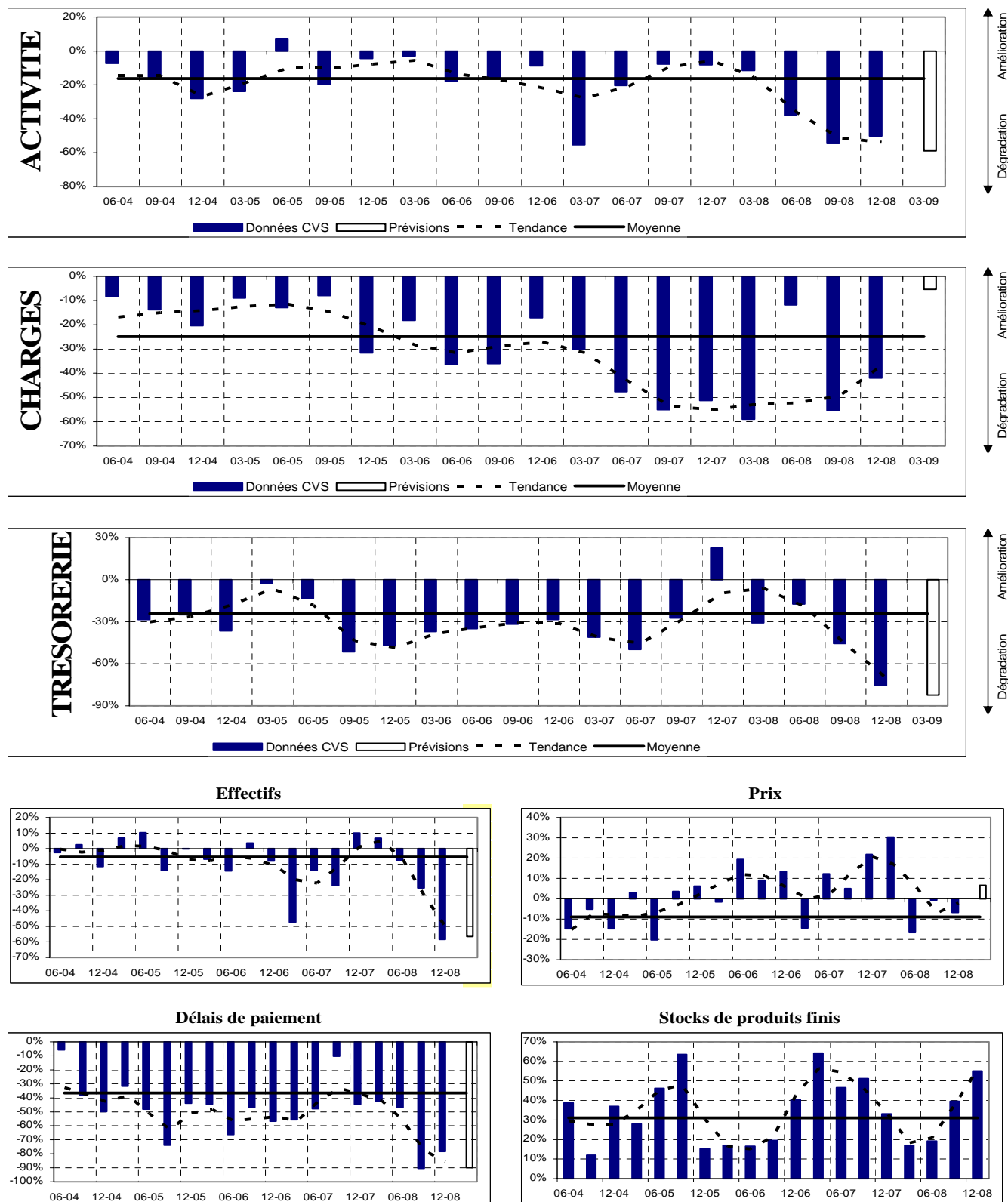
Créances douteuses BTP (en millions de F CFP)



2.5 Commerce

2.5.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de gros ¹ »

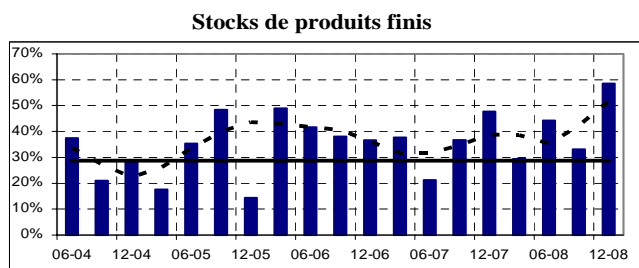
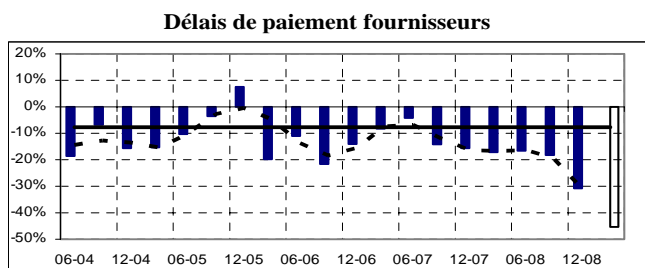
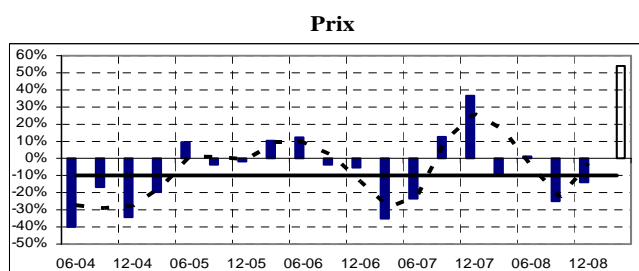
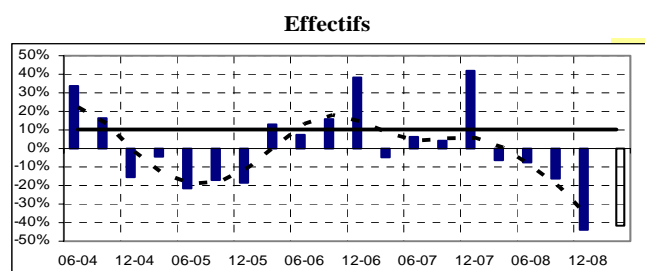
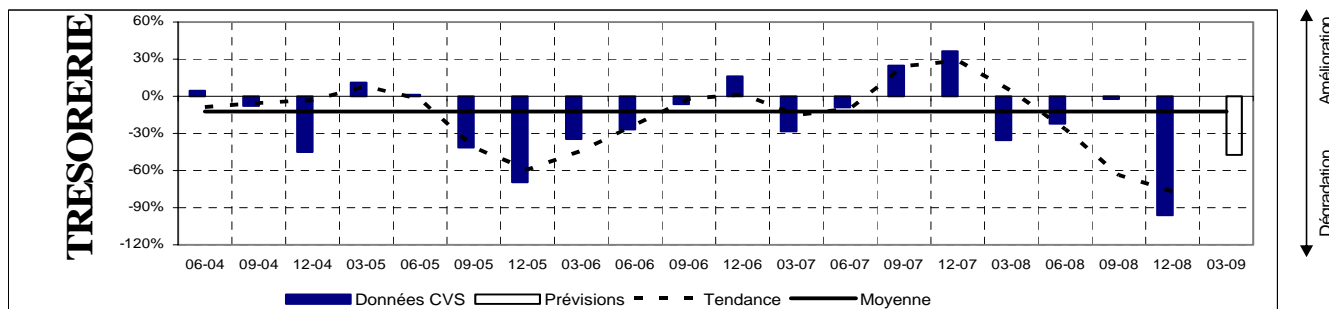
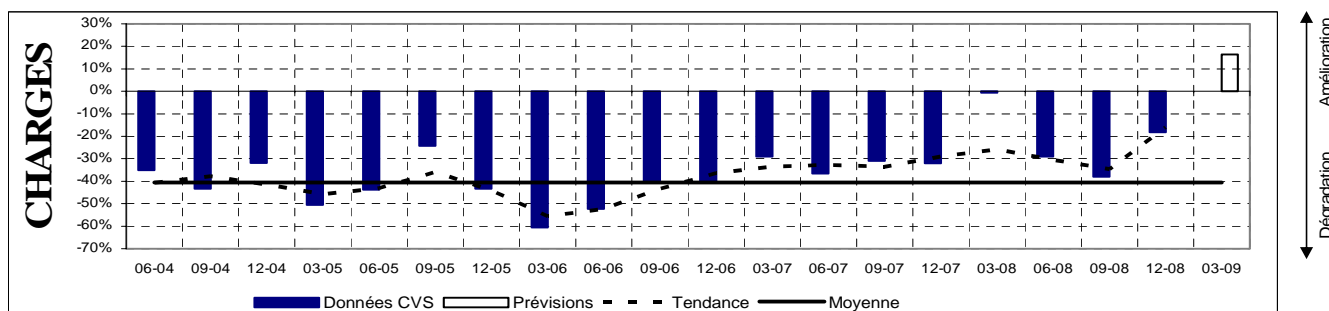
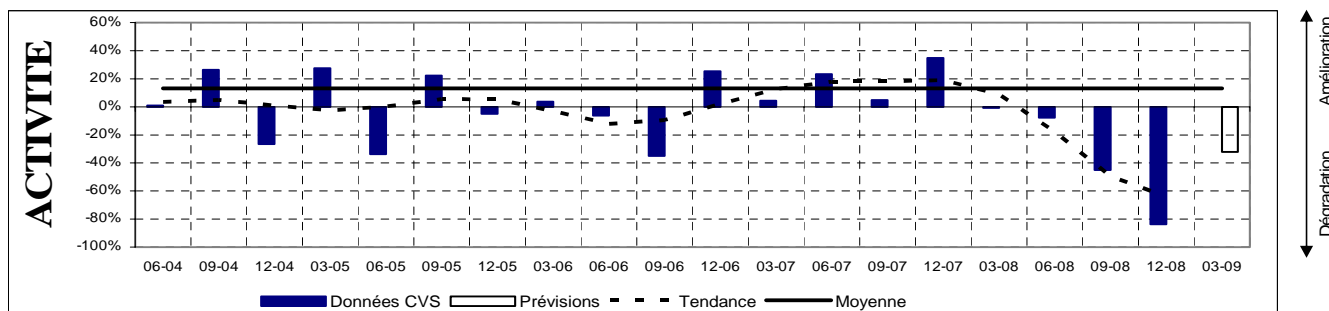
Soldes d'opinion au 31 décembre 2008 – CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 27 entreprises du secteur du commerce de gros dont 14 ayant répondu.

2.5.2 Les opinions des dirigeants d'entreprises du « commerce de détail ¹ »

Soldes d'opinion au 31 décembre 2008 – CVS

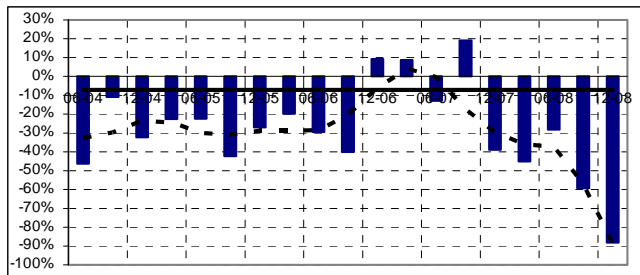


¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 42 entreprises du commerce de détail dont 20 ayant répondu.

2.5 Commerce

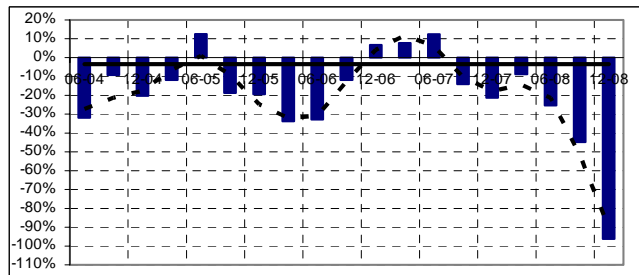
Commerce de gros

PREVISION D'INVESTISSEMENT

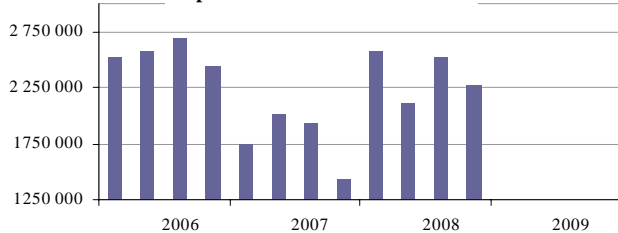


Commerce de détail

PREVISION D'INVESTISSEMENT



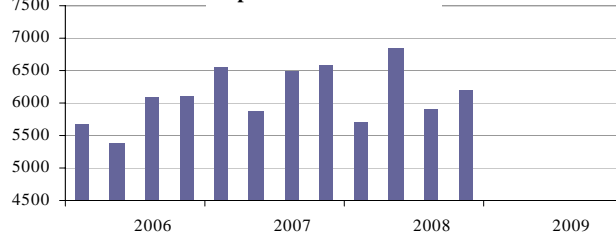
Importations d'eaux minérales



Source : ISPF

■ série brute (en litres)

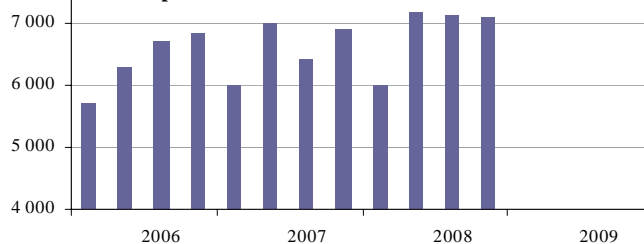
Importations de viande



Source : ISPF

■ série brute (en tonnes)

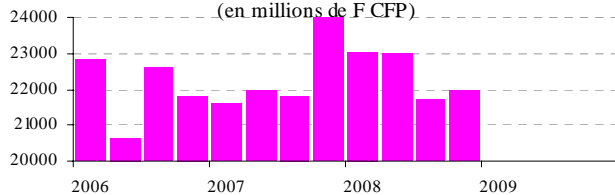
Importations de biens de consommation



Source : ISPF

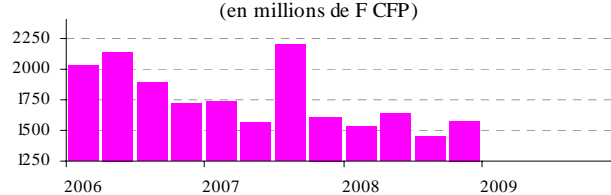
■ série brute (en millions de FCFP)

Crédits à moyen terme commerce (en millions de FCFP)



Source : IEOM-Service central des risques

Créances douteuses commerce (en millions de FCFP)

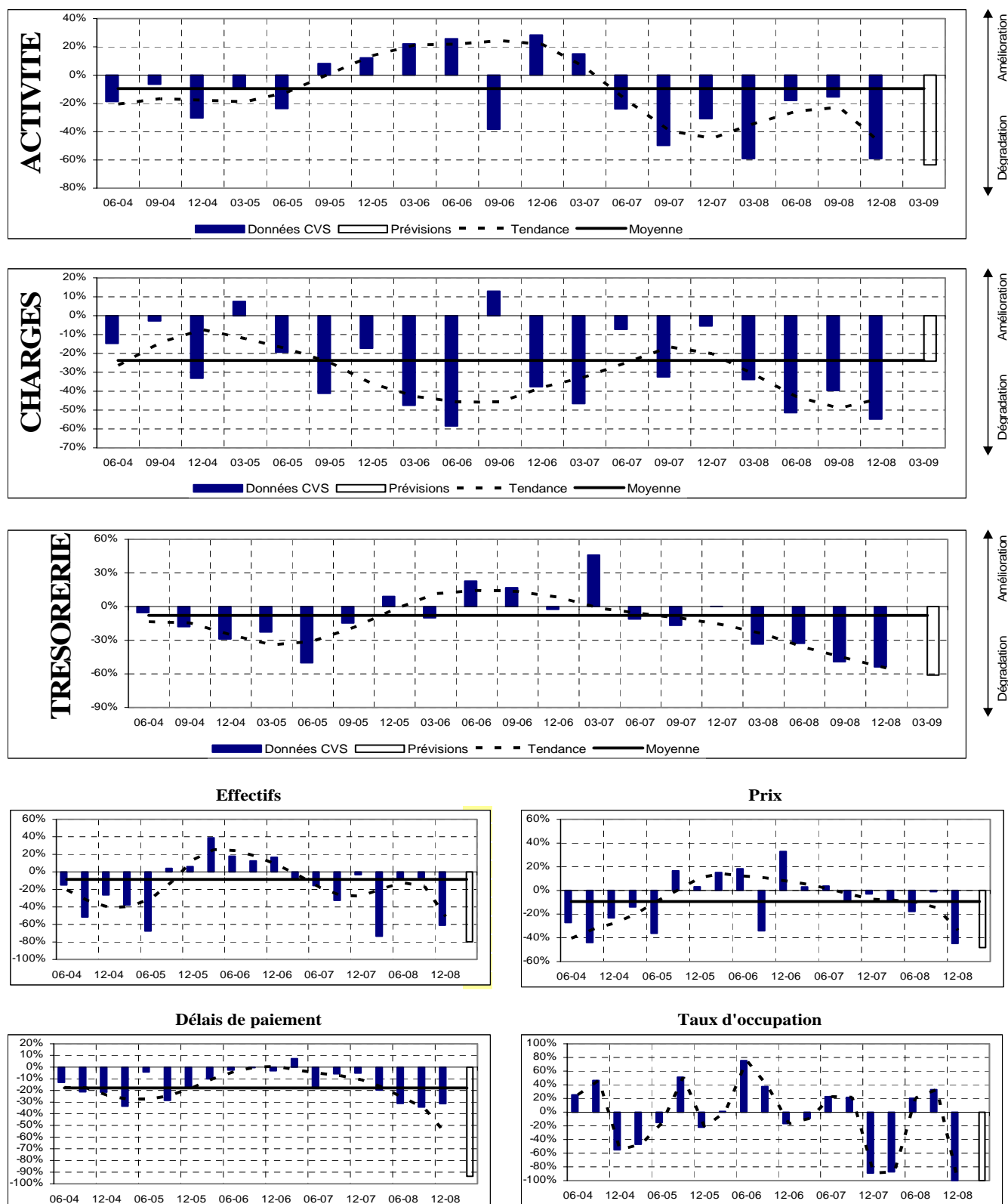


Source : IEOM-Service central des risques

2.6 Hôtellerie - tourisme

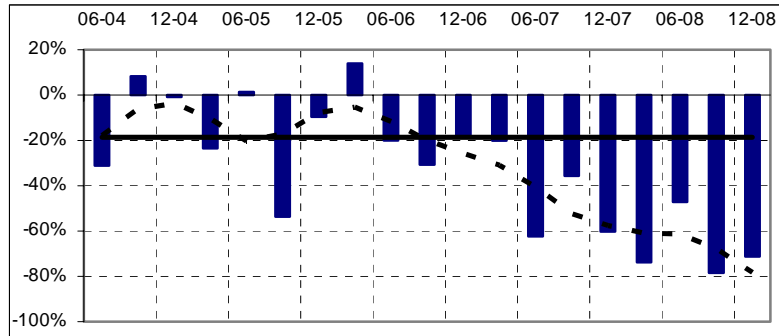
2.6.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « hôtellerie et tourisme ¹ »

Soldes d'opinion au 31 décembre 2008 – CVS



¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises du tourisme dont 13 ayant répondu.

PREVISION D'INVESTISSEMENT



TRAFIC A L'AEROPORT DE TAHITI

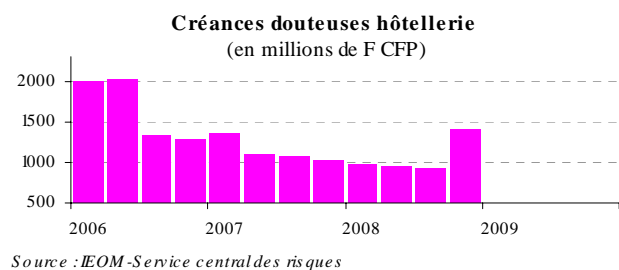
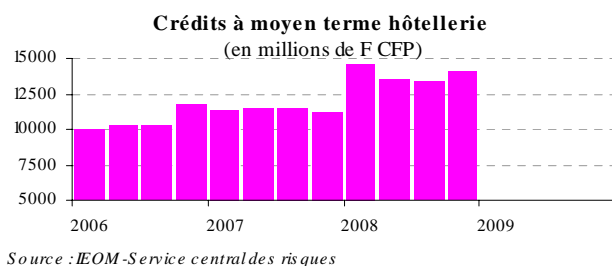
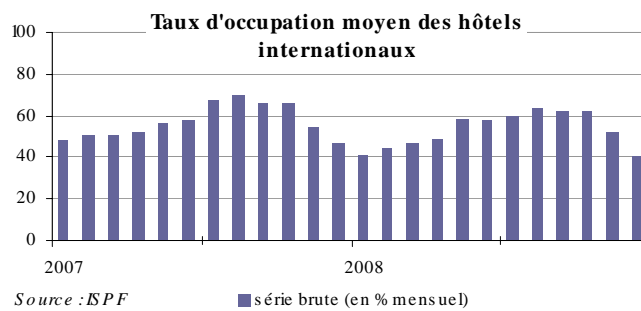
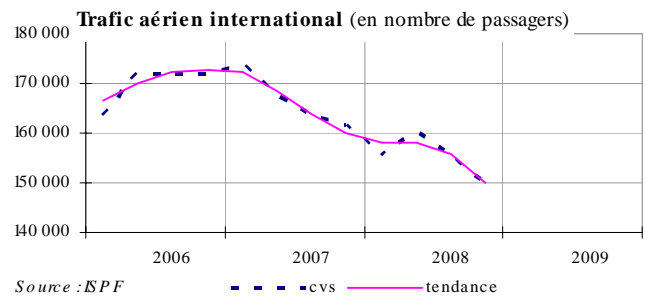
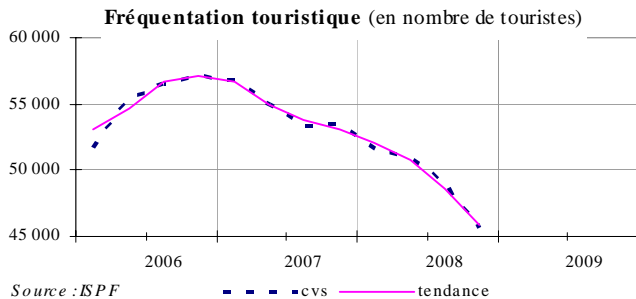
(Source : SEAC)

	T4 07	T3 08	T4 08	△ trimestrielle	△ en glisssant annuel
Nombre de passagers	161 001	176 936	148 721	-15,9%	-7,6%

FREQUENTATION TOURISTIQUE

(Source : Ministère du tourisme)

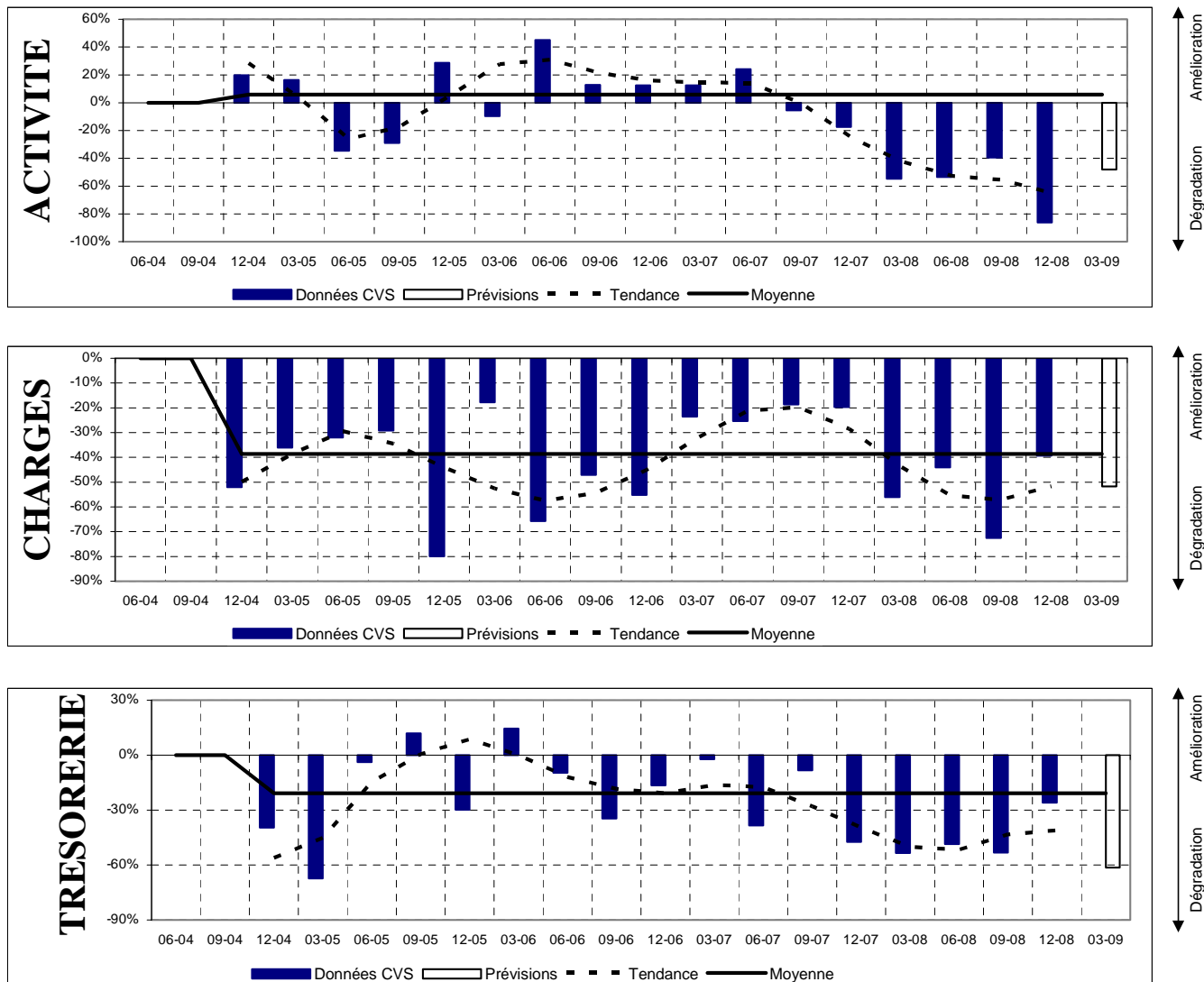
	T4 07	T3 08	T4 08	△ trimestrielle	△ en glisssant annuel
Nombre de touristes	54 310	55 689	46 101	-17,2%	-15,1%



2.7 Services marchands

2.7.1 Les opinions des dirigeants d'entreprises du secteur « services marchands ¹ »

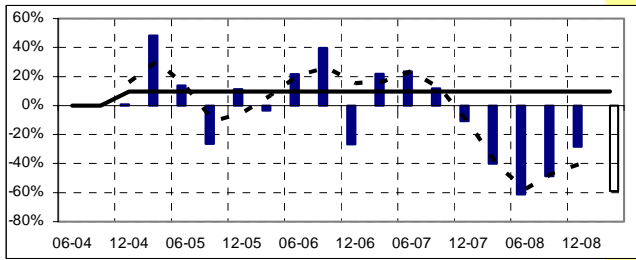
Soldes d'opinion au 31 décembre 2008 – CVS



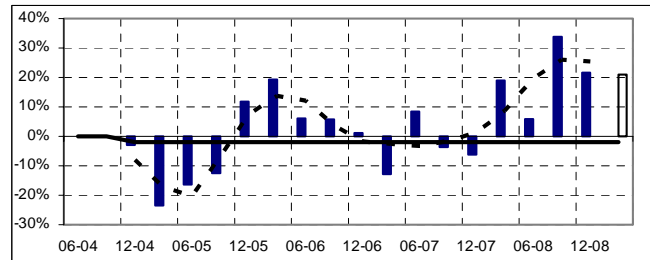
¹ L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 61 entreprises du secteur « services marchands » dont 32 ayant répondu.

2.7 Services marchands

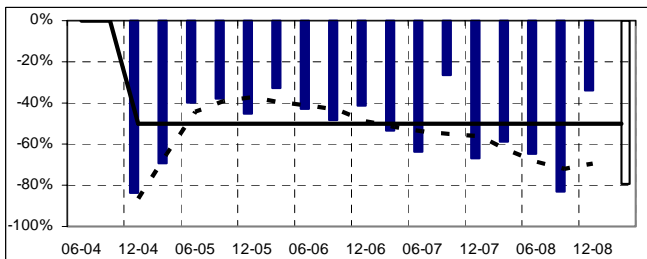
Effectifs



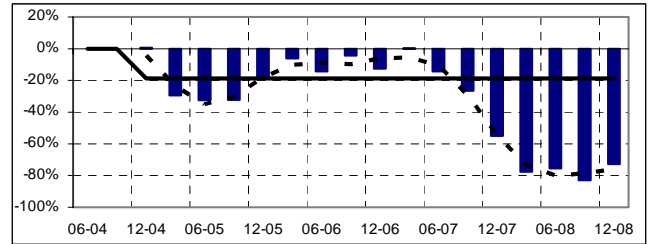
Prix



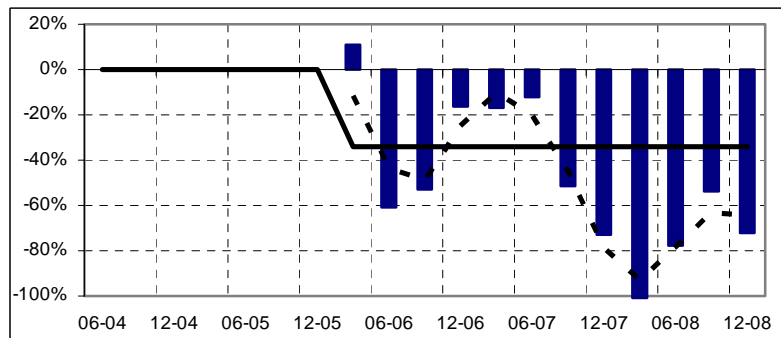
Délais de paiement



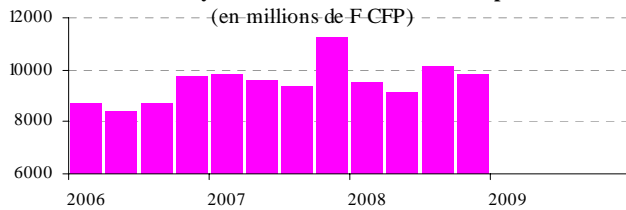
Carnet de commande



PREVISION D'INVESTISSEMENT

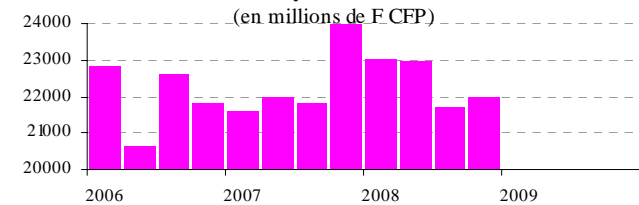


Crédits à moyen terme services aux entreprises
(en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

Crédits à moyen terme commerce
(en millions de F CFP)



Source : IEOM - Service central des risques

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achevé d'imprimer le 3 mars 2009
Dépôt légal : 3 mars 2009 - N° ISSN 0296-3108

Coordonnées du siège



IEOM

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS CEDEX 12
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03